

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4812

[2007/203559]

**22 NOVEMBRE 2007. — Décret modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret vise à transposer la Directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004, sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

**Art. 2.** Au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, est insérée une partie VII, qui se lit :

"PARTIE VII — Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

**Titre I<sup>er</sup>. — Objectifs**

*Article D.93.* - La présente partie a pour objet d'établir un cadre de responsabilité environnementale fondé sur le principe du pollueur-payeur, en vue de prévenir et de réparer les dommages environnementaux.

**Titre II. — Définitions**

*Article D.94.* - Au sens de la présente partie, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "dommage environnemental" :

a. les dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés, à savoir tout dommage qui affecte significativement la constitution ou le maintien d'un état de conservation favorable de tels habitats ou espèces; l'importance des effets de ces dommages s'évalue par rapport à l'état initial, en tenant compte des critères visés à l'article D.104.

Les dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés n'englobent pas les incidences négatives précédemment identifiées qui résultent d'un acte de l'exploitant qui a été expressément autorisé par les autorités compétentes conformément aux articles 5, §§ 1<sup>er</sup> à 3, 5<sup>bis</sup> et 29, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> à 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou aux articles 1<sup>er</sup>*ter*, alinéa 3, et 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

b. les dommages affectant les eaux, à savoir tout dommage qui affecte de manière grave et négative l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux concernées tels que définis à l'article D.2, 47<sup>o</sup> à 50<sup>o</sup> et 68<sup>o</sup>, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, à l'exception des incidences négatives auxquelles s'applique l'article D.22, § 9, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

c. les dommages affectant les sols, à savoir toute pollution des sols qui engendre un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine du fait de l'introduction directe ou indirecte en surface ou dans le sol de substances, préparations, organismes ou micro-organismes;

2<sup>o</sup> "dommages" : une modification négative mesurable d'une ressource naturelle ou une détérioration mesurable d'un service lié à des ressources naturelles, qui peut survenir de manière directe ou indirecte;

3<sup>o</sup> "espèces et habitats naturels protégés" :

a. les espèces visées aux articles 1<sup>er</sup>*bis*, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

b. les habitats des espèces visées aux articles 1<sup>er</sup>*bis*, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les habitats naturels énumérés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les habitats naturels définis en application de l'article 25, §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi;

4<sup>o</sup> "état de conservation" :

a. "état de conservation d'un habitat naturel" : l'état de conservation de cet habitat tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>*bis*, 5<sup>o</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

L'état de conservation d'un habitat naturel est considéré comme favorable conformément aux conditions déterminées par l'article 1<sup>er</sup>*bis*, 6<sup>o</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

b. "état de conservation d'une espèce" : l'état de conservation de cette espèce tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>*bis*, 9<sup>o</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature. L'état de conservation d'une espèce est considéré comme favorable conformément aux conditions déterminées par l'article 1<sup>er</sup>*bis*, 10<sup>o</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

5<sup>o</sup> "eaux" : toutes les eaux définies à l'article D.2, 30<sup>o</sup>, 31<sup>o</sup>, 33<sup>o</sup>, 34<sup>o</sup> et 36<sup>o</sup> à 38<sup>o</sup>, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

6<sup>o</sup> "exploitant" : toute personne physique ou morale, privée ou publique, qui exerce ou contrôle une activité professionnelle ou qui a reçu par délégation un pouvoir économique important sur le fonctionnement technique, y compris le titulaire d'un permis ou d'une autorisation pour une telle activité, ou la personne enregistrant ou déclarant une telle activité;

7<sup>o</sup> "activité professionnelle" : toute activité exercée dans le cadre d'une activité économique, d'une affaire ou d'une entreprise, indépendamment de son caractère privé ou public, lucratif ou non lucratif;

8<sup>o</sup> "émission" : le rejet dans l'environnement, à la suite d'activités humaines, de substances, de produits, de déchets, de préparations, de composés chimiques, d'organismes ou de micro-organismes;

9<sup>o</sup> "menace imminente de dommage" : une probabilité suffisante de survenance d'un dommage environnemental dans un avenir proche;

10<sup>o</sup> "mesures préventives" : toute mesure prise en réponse à un événement, un acte ou une omission qui a créé une menace imminente de dommage environnemental, afin de prévenir ou de limiter au maximum ce dommage;

11<sup>o</sup> "mesures de réparation" : toute action, ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services;

12<sup>o</sup> "réparation primaire" : toute mesure de réparation par laquelle les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés retournent à leur état initial ou s'en rapprochent;

13° "réparation complémentaire" : toute mesure de réparation entreprise à l'égard des ressources naturelles ou des services afin de compenser le fait que la réparation primaire n'aboutit pas à la restauration complète des ressources naturelles ou des services;

14° "réparation compensatoire" : toute action entreprise afin de compenser les pertes intermédiaires de ressources naturelles ou de services qui surviennent entre la date de survenance d'un dommage et le moment où la réparation primaire a pleinement produit son effet;

15° "pertes intermédiaires" : des pertes résultant du fait que les ressources naturelles ou les services endommagés ne sont pas en mesure de remplir leurs fonctions écologiques ou de fournir des services à d'autres ressources naturelles ou au public jusqu'à ce que les mesures primaires ou complémentaires aient produit leur effet. Elles ne peuvent donner lieu à une compensation financière accordée au public;

16° "ressource naturelle" : les espèces et habitats naturels protégés, les eaux et les sols;

17° "services et services liés à une ressource naturelle" : les fonctions assurées par une ressource naturelle au bénéfice d'une autre ressource naturelle ou du public;

18° "état initial" : l'état des ressources naturelles et des services, au moment du dommage, qui aurait existé si le dommage environnemental n'était pas survenu, estimé à l'aide des meilleures informations disponibles;

19° "régénération", y compris la "régénération naturelle" : dans le cas des dommages affectant les eaux et les espèces et habitats naturels protégés, le retour des ressources naturelles endommagées ou des services détériorés à leur état initial et, dans le cas de dommages affectant les sols, l'élimination de tout risque grave d'incidence négative sur la santé humaine;

20° "régénération naturelle" : régénération où aucune intervention humaine directe dans le processus de rétablissement n'a lieu;

21° "coûts" : les coûts justifiés par la nécessité d'assurer une mise en œuvre correcte et effective de la présente partie, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, de la menace imminente de tels dommages, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi;

22° "autorité compétente" : l'administration de l'environnement, à savoir le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, son ou ses délégués.

### **Titre III. — Champ d'application**

*Article D.95.* - La présente partie s'applique aux :

1° dommages causés à l'environnement par l'une des activités professionnelles énumérées à l'annexe I<sup>re</sup>, et à la menace imminente de tels dommages découlant de l'une de ces activités;

2° dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés par l'une des activités professionnelles autres que celles énumérées à l'annexe I<sup>re</sup>, et à la menace imminente de tels dommages découlant de l'une de ces activités, lorsque l'exploitant a commis une faute ou une négligence.

*Article D.96.* - La présente partie s'applique sans préjudice de dispositions plus strictes régissant l'exploitation de l'une des activités relevant du champ d'application de la présente partie.

*Article D.97.* - Sous réserve de l'application des dispositions pertinentes à cet égard, la présente partie ne confère aux personnes privées aucun droit à l'indemnisation à la suite d'un dommage environnemental ou d'une menace imminente d'un tel dommage.

### **Titre IV. — Exclusions**

*Article D.98.* - La présente partie ne s'applique pas aux dommages environnementaux ou à une menace imminente de tels dommages causés par :

1° un conflit armé, des hostilités, une guerre civile ou une insurrection;

2° un phénomène naturel de nature exceptionnelle, inévitable et irrésistible.

*Article D.99.* - La présente partie ne s'applique ni aux dommages environnementaux ni à aucune menace imminente de tels dommages résultant d'un incident à l'égard duquel la responsabilité ou l'indemnisation relèvent du champ d'application :

1° de la Convention internationale du 27 novembre 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;

2° de la Convention internationale du 27 novembre 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.

Par ailleurs, la présente partie s'applique sans préjudice du droit de l'exploitant de limiter sa responsabilité conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce mettant en œuvre la Convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes du 19 novembre 1976.

*Article D.100.* - La présente partie ne s'applique ni aux risques nucléaires ni aux dommages environnementaux nucléaires ou à la menace imminente de tels dommages, qui peuvent résulter d'activités relevant du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ou d'un incident ou d'une activité à l'égard desquels la responsabilité ou l'indemnisation relèvent du champ d'application :

1° de la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, et la convention complémentaire de Bruxelles du 31 janvier 1963;

2° de la Convention de Vienne du 21 mai 1963 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire;

3° de la Convention du 12 septembre 1997 sur le financement complémentaire en relation avec les dommages nucléaires;

4° du protocole conjoint du 21 septembre 1988 concernant l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris;

5° de la Convention de Bruxelles du 17 décembre 1971 relative à la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime des matières nucléaires.

*Article D.101.* - La présente partie s'applique aux dommages environnementaux ou à la menace imminente de tels dommages causés par une pollution à caractère diffus, uniquement lorsqu'il est possible d'établir le lien de causalité entre les dommages et les activités des différents exploitants.

*Article D.102.* - La présente partie ne s'applique pas aux activités menées principalement dans l'intérêt de la sécurité internationale, ni aux activités dont l'unique objet est d'assurer la protection contre les catastrophes naturelles.

*Article D.103.* - La présente partie ne s'applique pas :

- 1° aux dommages causés par une émission, un événement ou un incident survenus avant le 30 avril 2007;
- 2° aux dommages causés par une émission, un événement ou un incident survenus après le 30 avril 2007, lorsqu'ils résultent d'une activité spécifique qui a été exercée et menée à son terme avant ladite date;
- 3° aux dommages lorsque plus de trente ans se sont écoulés depuis l'émission, événement ou incident ayant donné lieu à ceux-ci.

## Titre V. — Évaluation et réparation des dommages environnementaux

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Évaluation de l'étendue des dommages environnementaux causés aux espèces ou aux habitats*

*Article D.104.* - L'étendue d'un dommage qui a des incidences négatives sur la réalisation ou le maintien d'un état de conservation favorable des habitats ou des espèces est évaluée par rapport à l'état de conservation à l'époque où le dommage a été occasionné, aux services et agréments qu'ils procurent, et à leur capacité de régénération naturelle. Il convient de définir les atteintes significatives à l'état initial au moyen de données mesurables telles que :

- 1° le nombre d'individus, leur densité ou la surface couverte;
- 2° le rôle des individus concernés ou de la zone atteinte par rapport à la conservation de l'espèce ou de l'habitat, la rareté de l'espèce ou de l'habitat (appréciés à un niveau local, régional et supérieur, y compris au niveau communautaire);
- 3° la capacité de multiplication de l'espèce (selon la dynamique propre à cette espèce ou à cette population), sa viabilité ou la capacité de régénération naturelle de l'habitat (selon les dynamiques propres aux espèces qui le caractérisent ou à leurs populations);
- 4° la capacité de l'espèce ou de l'habitat de se rétablir en un temps limité après la survenance d'un dommage, sans intervention autre que des mesures de protection renforcées, en un état conduisant du fait de la seule dynamique de l'espèce ou de l'habitat à un état jugé équivalent ou supérieur à l'état initial.

Sont nécessairement qualifiés de dommages significatifs, les dommages ayant une incidence démontrée sur la santé humaine.

Ne sont pas qualifiés de dommages significatifs :

- 1° les variations négatives inférieures aux fluctuations naturelles considérées comme normales pour l'espèce ou l'habitat concernés;
- 2° les variations négatives dues à des causes naturelles ou résultant des interventions liées à la gestion normale des sites telle que définie dans les cahiers d'habitat, les documents d'objectif ou pratiquée antérieurement par les propriétaires ou exploitants;
- 3° les dommages causés aux espèces ou aux habitats, pour lesquels il est établi que les espèces ou les habitats se rétabliront en un temps limité et sans intervention soit à l'état initial, soit en un état conduisant du fait de la seule dynamique de l'espèce ou de l'habitat à un état jugé équivalent ou supérieur à l'état initial.

### CHAPITRE II. — *Réparation des dommages*

#### Section I<sup>re</sup>. — Principes

*Article D.105.* - La réparation d'un dommage environnemental lié aux eaux ou aux espèces ou habitats naturels protégés s'effectue par la remise en l'état initial de l'environnement par une réparation primaire, complémentaire et compensatoire.

Lorsqu'une réparation primaire n'aboutit pas à la remise en l'état initial de l'environnement, une réparation complémentaire est effectuée. En outre, afin de compenser les pertes intermédiaires subies, une réparation compensatoire est entreprise.

La réparation d'un dommage environnemental qui affecte les eaux ou les espèces et habitats naturels protégés implique également l'élimination de tout risque d'incidence négative grave sur la santé humaine.

#### Section II. — Objectifs en matière de réparation

*Article D.106.* - En cas de dommage environnemental lié aux eaux ou aux espèces ou habitats naturels protégés, l'objectif de la réparation primaire est de remettre en l'état initial, ou dans un état s'en rapprochant, les ressources naturelles ou les services endommagés.

La réparation complémentaire est entreprise lorsque le retour à l'état initial des ressources naturelles ou des services endommagés n'a pas lieu. L'objectif de la réparation complémentaire est de fournir un niveau de ressources naturelles ou de services comparable à celui qui aurait été fourni si l'état initial du site endommagé avait été rétabli, y compris, selon le cas, sur un autre site. Lorsque cela est possible et opportun, l'autre site devrait être géographiquement lié au site endommagé, eu égard aux intérêts de la population touchée.

La réparation compensatoire est entreprise pour compenser les pertes provisoires de ressources naturelles et de services en attendant la régénération. Cette compensation consiste à apporter des améliorations supplémentaires aux habitats naturels et aux espèces protégées ou aux eaux soit sur le site endommagé, soit sur un autre site. Elle ne peut consister en une compensation financière accordée au public.

#### Section III. — Identification des mesures de réparation

*Article D.107.* - Le choix des mesures de réparation primaire est commandé par la volonté de rapprocher directement les ressources naturelles et les services de leur état initial d'une manière accélérée, ou par une régénération naturelle.

Lors de la détermination de l'importance des mesures de réparation complémentaire et compensatoire, les approches allant dans le sens d'une équivalence ressource-ressource ou service-service sont à utiliser en priorité. Dans ces approches, les actions fournissant des ressources naturelles ou des services de type, qualité et quantité équivalant à ceux endommagés sont à utiliser en priorité. Lorsque cela est impossible, d'autres ressources naturelles ou services sont fournis.

Lorsqu'il est impossible d'utiliser les approches "de premier choix" allant dans le sens d'une équivalence ressource-ressource ou service-service, d'autres techniques d'évaluation sont utilisées. L'autorité compétente peut prescrire la méthode, notamment l'évaluation monétaire, afin de déterminer l'importance des mesures de réparation complémentaire et compensatoire nécessaires. S'il est possible d'évaluer les pertes en ressources ou en services, mais qu'il est impossible d'évaluer en temps utile ou à un coût raisonnable les ressources naturelles ou services de remplacement, les autorités compétentes peuvent opter pour des mesures de réparation dont le coût est équivalent à la valeur monétaire estimée des ressources naturelles ou services perdus.

Les mesures de réparation complémentaire et compensatoire doivent être conçues de manière à prévoir le recours à des ressources naturelles ou à des services supplémentaires de manière à tenir compte des préférences en matière de temps et du calendrier des mesures de réparation.

*Article D.108.* - Les options de réparation raisonnables sont évaluées à l'aide des meilleures technologies disponibles, sur la base des critères suivants :

- 1° les effets de chaque option sur la santé et la sécurité publiques;
- 2° le coût de la mise en œuvre de l'option;
- 3° les perspectives de réussite de chaque option;
- 4° la mesure dans laquelle chaque option empêchera tout dommage ultérieur et la mesure dans laquelle la mise en œuvre de cette option évitera des dommages collatéraux;
- 5° la mesure dans laquelle chaque option a des effets favorables pour chaque composant de la ressource naturelle ou du service;
- 6° la mesure dans laquelle chaque option tient compte des aspects sociaux, économiques et culturels pertinents et des autres facteurs pertinents spécifiques au lieu;
- 7° le délai nécessaire à la réparation effective du dommage environ-nemental;
- 8° la mesure dans laquelle chaque option permet la remise en état du site du dommage environnemental;
- 9° le lien géographique avec le site endommagé.

*Article D.109.* - Lors de l'évaluation des différentes options de réparation identifiées, des mesures de réparation primaire qui ne rétablissent pas entièrement l'état initial des eaux ou des espèces ou habitats naturels protégés endommagés, ou qui le rétablissent plus lentement, peuvent être choisies. Cette décision ne peut être prise que si les ressources naturelles ou les services perdus sur le site primaire à la suite de la décision sont compensés par un renforcement des actions complémentaires ou compensatoires aptes à fournir un niveau de ressources naturelles ou de services semblable au niveau de ceux qui ont été perdus. Ces mesures de réparation supplémentaires doivent être définies conformément aux règles prévues à l'article D.107.

*Article D.110.* - Nonobstant les règles définies à l'article D.109, dans le cas visé à l'article D.119, l'autorité compétente est habilitée à décider qu'aucune mesure de réparation supplémentaire ne doit être prise si :

- 1° les mesures de réparation déjà prises garantissent qu'il ne subsiste aucun risque grave d'incidence négative sur la santé humaine, les eaux ou les espèces et habitats naturels protégés;
- 2° et que le coût des mesures de réparation à prendre pour rétablir l'état initial ou un niveau équivalent serait disproportionné par rapport aux bénéfices environnementaux escomptés.

*Article D.111.* - En cas de dommage environnemental affectant les sols, les mesures nécessaires sont prises afin de garantir au minimum la suppression, le contrôle, l'endiguement ou la réduction des polluants concernés, de manière à ce que les sols contaminés, compte tenu de leur utilisation actuelle ou prévue pour l'avenir au moment où les dommages sont survenus, ne présentent plus de risque grave d'incidence négative sur la santé humaine.

L'existence d'un tel risque est appréciée au moyen de procédures d'évaluation des risques qui prennent en compte les caractéristiques et la fonction des sols, la nature et la concentration des substances, préparations, organismes ou micro-organismes nocifs, leur dangerosité et leurs possibilités de dispersion. L'utilisation est établie sur la base des réglementations relatives à l'utilisation des sols ou d'autres réglementations pertinentes, en vigueur, le cas échéant, au moment où les dommages sont survenus.

Si les sols sont affectés à un autre usage, toutes les mesures nécessaires sont prises pour prévenir tout risque d'incidence négative sur la santé humaine.

En l'absence de réglementation en matière d'affectation des sols, ou d'autres réglementations pertinentes, la nature de la zone concernée où le dommage est survenu détermine, eu égard au potentiel de développement de cette zone, l'usage de la zone de sols en question.

Une option de régénération naturelle est envisagée.

## **Titre VI. — Obligations de l'exploitant**

### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Action de prévention*

*Article D.112.* - Lorsqu'un dommage environnemental n'est pas encore survenu, mais qu'il existe une menace imminente qu'un tel dommage survienne, l'exploitant prend sans retard les mesures préventives nécessaires.

Lorsqu'une menace imminente de dommage environnemental ne disparaît pas en dépit des mesures préventives prises par l'exploitant, ce dernier est tenu d'informer de tous les aspects pertinents dans les meilleurs délais l'autorité compétente et le collège ou les collèges communaux de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles des mesures préventives devraient être appliquées.

A tout moment, l'exploitant peut être contraint par l'autorité compétente à :

- 1° fournir des informations chaque fois qu'une menace imminente de dommage environnemental est présente, ou dans le cas où une telle menace imminente est suspectée ;
- 2° prendre les mesures préventives nécessaires;
- 3° suivre les instructions de celle-ci quant aux mesures préventives nécessaires à prendre.

CHAPITRE II. — *Action de réparation*

*Article D.113.* - Lorsqu'un dommage environnemental s'est produit, l'exploitant informe sans tarder de tous les aspects pertinents de la situation l'autorité compétente et le collège ou les collèges communaux de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles des mesures de réparation devraient être appliquées. De plus, l'exploitant prend :

1° toutes les mesures pratiques afin de combattre, d'endiguer, d'éliminer ou de traiter immédiatement les polluants concernés et tout autre facteur de dommage, en vue de limiter ou de prévenir de nouveaux dommages environnementaux et des incidences négatives sur la santé humaine ou la détérioration des services;

2° et les mesures de réparation nécessaires conformément à l'alinéa 3.

A tout moment, l'exploitant peut être contraint par l'autorité compétente à :

1° fournir des informations complémentaires concernant tout dommage s'étant produit;

2° prendre toutes les mesures pratiques afin de combattre, d'endiguer, d'éliminer ou de gérer immédiatement les polluants concernés et tout autre facteur de dommage, en vue de limiter ou de prévenir de nouveaux dommages environnementaux et des incidences négatives sur la santé humaine ou la détérioration des services et suivre les instructions de l'autorité compétente concernant celles-ci;

3° prendre les mesures de réparation nécessaires;

4° suivre les instructions de l'autorité compétente concernant les mesures de réparation nécessaires à prendre.

L'exploitant détermine, conformément au titre V, les mesures de réparation possibles et les soumet à l'approbation de l'autorité compétente, à moins que celle-ci n'ait pris des mesures en application des articles D.117 et D.118.

**Titre VII. — Missions de l'autorité compétente**

*Article D.114.* - L'autorité compétente identifie l'exploitant qui a causé le dommage ou la menace imminente de dommage.

*Article D.115.* - L'autorité compétente est chargée d'évaluer l'importance des dommages environnementaux et de déterminer les mesures de réparation qu'il convient de prendre au regard des principes énoncés au titre V de la présente partie, ainsi que d'évaluer le coût de ces mesures.

En vue d'évaluer l'importance des dommages et de déterminer les mesures de réparation qu'il convient de prendre au regard des principes énoncés au titre V de la présente partie, l'autorité compétente peut demander à l'exploitant concerné d'effectuer sa propre évaluation et de lui communiquer toutes les informations et données nécessaires.

*Article D.116.* - En matière de prévention, l'autorité compétente peut, à tout moment :

1° obliger l'exploitant à fournir des informations chaque fois qu'une menace imminente de dommage environnemental est présente, ou dans le cas où une telle menace imminente est suspectée;

2° obliger l'exploitant à prendre les mesures préventives nécessaires;

3° donner à l'exploitant les instructions à suivre quant aux mesures préventives nécessaires à prendre;

4° ou prendre elle-même les mesures préventives nécessaires.

L'autorité compétente oblige l'exploitant à prendre les mesures préventives nécessaires. Si l'exploitant ne s'acquitte pas de ses obligations, ne peut être identifié ou n'est pas tenu de supporter les coûts en vertu de la présente partie, l'autorité compétente peut prendre elle-même ces mesures.

*Article D.117.* - En matière de réparation, l'autorité compétente peut, à tout moment :

1° obliger l'exploitant à fournir des informations complémentaires concernant tout dommage s'étant produit;

2° prendre, contraindre l'exploitant à prendre, ou donner des instructions à l'exploitant concernant toutes les mesures pratiques afin de combattre, d'endiguer, d'éliminer ou de gérer immédiatement les polluants concernés et tout autre facteur de dommage, en vue de limiter ou de prévenir de nouveaux dommages environnementaux et des incidences négatives sur la santé humaine ou la détérioration des services;

3° obliger l'exploitant à prendre les mesures de réparation nécessaires;

4° donner à l'exploitant les instructions à suivre quant aux mesures de réparation nécessaires à prendre;

5° ou prendre elle-même les mesures de réparation nécessaires.

L'autorité compétente oblige l'exploitant à prendre les mesures de réparation. Si l'exploitant ne s'acquitte pas de ses obligations aux termes de l'article D.113 de la présente partie, ne peut être identifié ou n'est pas tenu de supporter les coûts en vertu de la présente partie, l'autorité compétente peut prendre elle-même ces mesures en dernier ressort.

*Article D.118.* - L'autorité compétente définit les mesures de réparation à mettre en œuvre conformément au titre V de la présente partie, le cas échéant, avec la collaboration de l'exploitant concerné.

*Article D.119.* - Lorsque plusieurs dommages environnementaux se sont produits de telle manière que l'autorité compétente ne peut faire en sorte que les mesures de réparation nécessaires soient prises simultanément, l'autorité compétente est habilitée à décider quel dommage environnemental est réparé en premier.

L'autorité compétente prend cette décision en tenant compte, notamment, de la nature, de l'étendue, de la gravité des différents dommages environnementaux concernés et des possibilités de régénération naturelle. Les risques pour la santé humaine sont également pris en compte.

*Article D.120.* - Avant de prendre une décision prévue par le présent titre, l'autorité compétente invite l'exploitant, les personnes visées à l'article D.131 de la présente partie à la demande desquelles elle est intervenue, les personnes sur le terrain desquelles des mesures de réparation devraient être appliquées, ainsi que le ou les collèges communaux de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles ce terrain se trouve, à présenter leurs observations, dont elle tient compte. Ces observations sont adressées à l'autorité compétente dans les vingt jours de l'envoi du courrier adressé par l'autorité compétente. En cas d'urgence, l'autorité compétente peut réduire ce délai.

L'autorité compétente peut confier ou imposer d'office à ces personnes ou à des tiers l'exécution des mesures nécessaires de prévention ou de réparation qu'elle détermine.

En cas d'urgence, l'autorité compétente peut réquisitionner toute personne pour procéder à l'exécution des mesures nécessaires de prévention ou de réparation qu'elle détermine. Le tiers réquisitionné dresse un état des honoraires et dépenses encourus dans le cadre de la réquisition et l'adresse à l'autorité compétente qui l'honore dans les meilleurs délais sauf si ce tiers est responsable du dommage.

Les coûts générés par l'exécution liée à la réquisition sont pris en charge par l'autorité compétente sans préjudice des actions récursoires dont celle-ci pourrait disposer à l'encontre de l'exploitant responsable.

*Article D.121.* - Toute décision prise en application de la présente partie, qui impose des mesures de prévention ou de réparation, indique les raisons précises qui la motivent.

Une telle décision est notifiée sans délai à l'exploitant concerné, qui est en même temps informé des voies et délais de recours dont il dispose.

#### **Titre VIII. — Coûts liés à la prévention et à la réparation**

*Article D.122.* - L'exploitant supporte l'intégralité des coûts des actions de prévention et de réparation entreprises en application de la présente partie.

*Article D.123.* - § 1<sup>er</sup>. Sous réserve des articles D.126 et D.128 de la présente partie, l'autorité compétente recouvre, auprès de l'exploitant qui a causé le dommage ou la menace imminente de dommage, l'intégralité des coûts qu'elle a supportés en ce qui concerne les actions de prévention ou de réparation entreprises en vertu de la présente partie.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente décide de prendre elle-même, en exécution des dispositions du titre VII de la présente partie, des mesures de prévention ou de réparation, elle peut exiger que l'exploitant qui a causé le dommage ou la menace imminente de dommage fournisse une caution ou une autre garantie appropriée.

Sont considérées comme appropriées les garanties financières suivantes, constituées isolément ou de manière combinée :

1° une garantie irrévocable donnée par une institution financière en vertu de laquelle celle-ci est tenue de régler, sur simple demande de la part de l'autorité compétente, les factures présentées par celle-ci et relatives à l'exécution des mesures de prévention et de réparation, et ce, suite à la signification par lettre recommandée de la part de l'autorité compétente, adressée à l'institution financière, du fait que l'exploitant ne respecte pas ou ne respecte que partiellement son obligation de rembourser les frais avancés, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article ainsi qu'à l'article D.122 de la présente partie;

2° une somme versée sur le compte de la Caisse de dépôt et de consignation, en exécution d'une convention conclue entre l'autorité compétente et l'exploitant, en vertu de laquelle la Caisse de dépôt et de consignation rembourse à l'autorité compétente, sur sa simple demande, les factures présentées relatives à l'exécution des mesures de prévention et de réparation, et, consécutivement au paiement des factures précitées, à l'exploitant, le solde restant ainsi que, le cas échéant, les intérêts;

3° un cautionnement;

4° une hypothèque.

La garantie financière couvre les coûts des mesures de prévention ou de réparation tels qu'ils ont été évalués par l'autorité compétente en application de l'article D.119. Le montant qui pourra être réclaté au garant, pour autant qu'il s'agisse d'une autre personne que l'exploitant, ne pourra être supérieur au montant évalué par l'autorité en application de l'article D.115 de la présente partie.

Si le coût total des mesures de prévention ou de réparation dépasse le montant faisant l'objet de la garantie, l'exploitant est tenu de supporter la différence.

*Article D.124.* - L'autorité compétente avise par recommandé la ou les personnes qui doivent fournir la caution ou la garantie financière, en en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été constituée dans le délai imposé par l'autorité compétente, celle-ci leur fait signifier un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté d'un montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai de commandement étant expiré, l'autorité compétente peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire, et affecte les biens saisis à la constitution de la sûreté.

*Article D.125.* - Le cas échéant, l'autorité compétente poursuit devant la juridiction compétente le respect des obligations instaurées par ou en vertu de la présente partie à charge de l'exploitant.

Le juge condamne l'exploitant, à la demande de l'autorité compétente, à l'exécution des obligations visées au titre VI.

Le cas échéant, il condamne l'exploitant, à la demande de l'autorité compétente, à constituer la caution ou la garantie décrite à l'article D.123 de la présente partie.

Toutefois, l'autorité compétente peut décider de ne pas recouvrer l'intégralité des coûts supportés lorsque les dépenses nécessaires à cet effet seraient supérieures à la somme à recouvrer, ou lorsque l'exploitant ne peut pas être identifié.

*Article D.126.* - Un exploitant n'est pas tenu de supporter le coût des actions de prévention ou de réparation entreprises en application de la présente partie lorsqu'il est en mesure de prouver que le dommage en question ou la menace imminente de sa survenance :

1° est le fait d'un tiers, en dépit de mesures de sécurité appropriées;

2° ou résulte du respect d'un ordre ou d'une instruction émanant d'une autorité publique autre qu'un ordre ou une instruction consécutifs à une émission ou à un incident causés par les propres activités de l'exploitant.

*Article D.127.* - Dans les cas visés à l'article D.126 de la présente partie, l'exploitant peut recouvrer les coûts qu'il a engagés selon la procédure suivante :

1° l'exploitant adresse à l'autorité compétente une demande de remboursement motivée accompagnée de tout document justificatif qu'il estime utile;

2° à peine d'irrecevabilité de sa demande, l'exploitant en informe simultanément les personnes visées à l'article D.120 de la présente partie ainsi que les personnes visées à l'article D.131 de la présente partie qui ont introduit une demande d'action auprès de l'autorité compétente;

3° dans les vingt jours de la réception de la demande, l'autorité compétente, si la demande de remboursement est incomplète, adresse au demandeur, par envoi recommandé à la poste, un relevé des documents justificatifs manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception;

4° dans les vingt jours de la réception de la demande ou des documents justificatifs réclamés, l'autorité compétente, si la demande est complète ou si elle a été dûment complétée, notifie son caractère complet au demandeur par envoi recommandé à la poste;

5° l'exploitant et les personnes visées au 2° sont entendus par l'autorité compétente;

6° l'autorité compétente prend une décision motivée; elle indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elle considère que les mesures de prévention ou de réparation mises en œuvre par l'exploitant ou en cours d'exécution sont appropriées au regard des objectifs de la présente partie;

7° l'autorité compétente notifie sa décision à l'exploitant et, le cas échéant, aux personnes visées au 2°, dans les nonante jours à dater de la notification du caractère complet de la demande visée au 4°; à défaut, l'exploitant peut adresser une mise en demeure de statuer; si l'autorité compétente ne notifie pas sa décision sur la demande de remboursement dans les trente jours de la réception de la mise en demeure, la demande est réputée rejetée;

8° la notification de la décision indique les voies de recours dont elle peut faire l'objet ainsi que les délais dans lesquels ces recours doivent être introduits;

9° dans le cas visé à l'article D.126, 1°, de la présente partie, l'autorité compétente poursuit le recouvrement des sommes qu'elle a remboursées à l'exploitant, à la charge du tiers responsable du dommage ou de la menace imminente de dommage, à moins que les dépenses nécessaires à cet effet soient supérieures à la somme à recouvrer ou que le tiers responsable ne puisse pas être identifié.

*Article D.128.* - L'exploitant n'est pas tenu de supporter les coûts des actions de réparation entreprises en application de la présente partie, s'il apporte la preuve qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence et que le dommage causé à l'environnement est dû à :

1° une émission ou un événement expressément autorisé et respectant toutes les conditions liées à une autorisation ou un permis qui est d'application à la date de l'émission ou de l'événement, délivré conformément à une réglementation visée à l'annexe I<sup>re</sup> de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement pour l'exploitation d'une activité qui y est énumérée;

2° une émission ou une activité ou tout mode d'utilisation d'un produit dans le cadre d'une activité dont l'exploitant prouve qu'elle n'était pas considérée comme susceptible de causer des dommages à l'environnement au regard de l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment où l'émission, l'activité ou l'utilisation a eu lieu.

Dans les cas visés au présent article, la procédure d'exonération se déroule comme suit :

1° l'exploitant adresse à l'autorité compétente une demande d'exonération motivée accompagnée de tout document justificatif qu'il estime utile;

2° à peine d'irrecevabilité de sa demande, l'exploitant en informe simultanément les personnes visées à l'article D.120 de la présente partie ainsi que les personnes visées à l'article D.131 de la présente partie qui ont introduit une demande d'action auprès de l'autorité compétente ; ces personnes peuvent faire valoir leurs observations;

3° dans les quinze jours de la réception de la demande, l'autorité compétente, si la demande d'exonération est incomplète, adresse au demandeur, par envoi recommandé à la poste, un relevé des documents justificatifs manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception;

4° dans les quinze jours de la réception de la demande ou des documents justificatifs réclamés, l'autorité compétente, si la demande est complète ou si elle a été dûment complétée, notifie son caractère complet au demandeur par envoi recommandé à la poste;

5° l'autorité compétente prend une décision motivée dans laquelle elle indique les raisons pour lesquelles elle considère que les conditions d'exonération sont ou non remplies;

6° l'autorité compétente notifie sa décision à l'exploitant et, le cas échéant, aux personnes visées au 2°, dans les nonante jours à dater de la notification du caractère complet de la demande visée au 4°. A défaut, l'exploitant peut adresser une mise en demeure de statuer. Si l'autorité compétente ne notifie pas sa décision sur la demande d'exonération dans les trente jours de la réception de la mise en demeure, la demande est réputée rejetée;

7° la notification de la décision indique les voies de recours dont elle peut faire l'objet ainsi que les délais dans lesquels ces recours doivent être introduits.

*Article D.129.* - Tout exploitant qui considère que sa demande de remboursement au sens de l'article D.126 ou d'exonération au sens de l'article D.128 a été ignorée abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent titre, peut introduire un recours auprès du Gouvernement wallon.

Sous peine d'irrecevabilité, ce recours est envoyé à l'administration de l'environnement dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la notification de la décision de l'autorité compétente, ou en l'absence de décision, dans les dix jours qui suivent l'expiration des délais prévus aux articles D.127 et D.128.

L'administration de l'environnement rédige un rapport qu'elle adresse au Gouvernement dans un délai de cinquante jours. Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. Le jour où elle envoie le rapport, l'administration de l'environnement en informe par écrit l'exploitant.

Le Gouvernement envoie sa décision à l'exploitant dès que possible et, au plus tard, dans les nonante jours. Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. La décision du Gouvernement mentionne les modalités de recours.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa précédent :

1° la décision prise en première instance est confirmée;

2° à défaut de l'envoi de la décision visée à l'article D.127 ou à l'article D.128, si le rapport a été envoyé conformément à l'alinéa 3, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées par ce rapport. Le rapport est envoyé à l'exploitant par l'administration de l'environnement.

*Article D.130.* - L'autorité compétente est habilitée à engager contre l'exploitant ou, selon le cas, contre un tiers, qui a causé un dommage ou une menace imminente de dommage, une procédure de recouvrement des coûts relatifs à toute mesure prise en application de la présente partie dans une période de cinq ans à compter de la date à laquelle les mesures ont été achevées ou de la date à laquelle l'exploitant responsable ou le tiers ont été identifiés, la date la plus récente étant retenue.

**Titre IX. — Demandes d'action**

*Article D.131.* - Les personnes physiques ou morales :

- 1° touchées ou risquant d'être touchées par le dommage environnemental;
- 2° ou ayant un intérêt suffisant à faire valoir à l'égard du processus décisionnel environnemental relatif au dommage;

sont habilitées à soumettre à l'autorité compétente toute observation liée à toute survenance de dommages environnementaux dont elles ont eu connaissance, et ont la faculté de demander que l'autorité compétente prenne des mesures en vertu de la présente partie.

Sont réputées disposer d'un intérêt suffisant au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du présent article les associations de protection de l'environnement, pour autant qu'elles disposent de la personnalité juridique et qu'elles aient inscrit la protection de l'environnement dans leur objet social. Ces associations apportent la preuve, par production de leur rapport d'activités ou de tout autre document, qu'elles ont une activité réelle conforme à leur objet statutaire.

*Article D.132.* - La demande d'action est accompagnée des informations et données pertinentes venant étayer les observations présentées en relation avec le dommage environnemental en question.

Si une demande d'action est formulée de manière trop vague ou trop générale, l'autorité compétente invite le demandeur dès que possible et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu à l'article D.134, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, à la préciser davantage et l'aide à cet effet de manière adéquate.

Dans le cas des dommages affectant les sols, la demande d'action visée à l'article D.131 ne s'applique qu'aux pollutions qui engendrent un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine.

*Article D.133.* - Lorsque la demande d'action et les observations qui l'accompagnent indiquent d'une manière plausible l'existence d'un dommage environnemental, l'autorité compétente examine ces observations et cette demande d'action. En pareil cas, l'autorité compétente donne à l'exploitant concerné la possibilité de faire connaître ses vues concernant la demande d'action et les observations qui l'accompagnent.

*Article D.134.* - § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente accuse réception de la demande d'action dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'action.

L'autorité compétente informe les personnes visées à l'article D.131 de la présente partie qui lui ont soumis des observations de sa décision d'agir ou non et des raisons qui motivent celles-ci :

- 1° dès que possible et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande;
- 2° ou dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, lorsque l'étendue ou la complexité de la situation dénoncée sont telles que le délai d'un mois visé au 1° ne peut être respecté; en pareil cas, l'autorité compétente informe dès que possible et, en tout état de cause avant la fin du délai d'un mois visé au 1°, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

La notification de la décision motivée de l'autorité compétente indique le recours dont elle peut faire l'objet ainsi que les modalités d'introduction de ce recours.

§ 2. Tout demandeur qui considère que sa demande d'action a été ignorée abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent titre, peut introduire un recours auprès du Gouvernement wallon.

A peine d'irrecevabilité, ce recours est introduit dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la notification de la décision de l'autorité compétente ou, en l'absence de décision, dans les dix jours qui suivent l'expiration des délais prévus aux articles D.127 et D.128.

Le Gouvernement wallon statue sur le recours après avoir recueilli les avis de l'administration de l'environnement et de toute personne ou instance qu'il juge utile de consulter. Il se prononce dès que possible et, au plus tard, dans les nonante jours qui suivent la réception du recours.

La décision du Gouvernement wallon est notifiée au requérant avec l'indication des recours dont elle peut faire l'objet, ainsi que les délais dans lesquels ces recours doivent être introduits.

**Titre X. — Coopération interrégionale et internationale**

*Article D.135.* - Lorsqu'un dommage environnemental affecte ou est susceptible d'affecter plusieurs Etats membres ou plusieurs Régions, parmi lesquels la Région wallonne, l'autorité compétente et, le cas échéant, le Gouvernement wallon coopèrent avec les autres Etats ou Régions, notamment par un échange approprié d'informations, en vue d'assurer une action de prévention et, selon le cas, de réparation en ce qui concerne ce dommage environnemental.

*Article D.136.* - Lorsqu'un dommage environnemental s'est produit dans les circonstances visées à l'article précédent, l'autorité compétente ou, le cas échéant, le Gouvernement wallon fournit des informations suffisantes aux Régions ou aux Etats membres de l'Union européenne potentiellement affectés.

Le cas échéant, l'autorité compétente fournit au Gouvernement wallon des informations suffisantes relatives au dommage environnemental.

*Article D.137.* - Lorsque l'autorité compétente et, le cas échéant, le Gouvernement wallon identifient un dommage dont la cause est extérieure au territoire relevant de leur compétence, ils en informent la Région ou l'Etat concerné; ils peuvent faire des recommandations relatives à l'adoption de mesures de prévention ou de réparation et ils peuvent tenter de recouvrer les frais qu'ils ont engagés dans le cadre de l'adoption de mesures de prévention ou de réparation. ».

**Art. 3.** Il est ajouté à la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement une annexe I<sup>re</sup>, qui se présente comme suit :

"Annexe I<sup>re</sup> : activités visées à l'article D.95

1. L'exploitation des installations suivantes soumises à un permis d'environnement conformément à l'article 10 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

**1. Industries d'activités énergétiques**

- 1.1. Installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50 MW.
- 1.2. Raffineries de pétrole et de gaz.
- 1.3. Cokeries.
- 1.4. Installations de gazéification et de liquéfaction du charbon.



## 2. Production et transformation des métaux

2.1. Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré.

2.2. Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure.

2.3. Installations destinées à la transformation des métaux ferreux :

a. par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;

b. par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MW;

c. application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure.

2.4. Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.

2.5. Installations :

a. destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;

b. de fusion de métaux non ferreux, y compris l'alliage, incluant les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux.

2.6. Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en œuvre est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

## 3. Industrie minérale

3.1. Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.

3.2. Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

3.3. Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.

3.4. Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.

3.5. Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, ou une capacité de four de plus de 4 m<sup>3</sup> et de plus de 300 kg/m<sup>3</sup> par four.

## 4. Industrie chimique

La production au sens des catégories d'activités de la présente rubrique désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des matières ou groupes de matières visés aux points 4.1 à 4.6.

4.1. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que :

a. hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);

b. hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes;

c. hydrocarbures sulfurés;

d. hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates;

e. hydrocarbures phosphorés;

f. hydrocarbures halogénés;

g. dérivés organométalliques;

h. matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);

i. caoutchoucs synthétiques;

j. colorants et pigments;

k. tensioactifs et agents de surface.

4.2. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que :

a. gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbone;

b. acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;

c. bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;

d. sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;

e. non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.

4.3. Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés).

4.4. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides.

4.5. Installations utilisant un procédé chimique ou biologique destinées à la fabrication de produits pharmaceutiques de base.

4.6. Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs.

## 5. Gestion des déchets

Sans préjudice du point 2 ci-dessous :

5.1. Installations pour l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux.

5.2. Installations pour l'incinération des déchets ménagers d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure.

5.3. Installations pour l'élimination des déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour.

5.4. Décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.

## 6. Autres activités

6.1. Installations industrielles destinées à la fabrication de :

a. pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses;

b. papier et carton dont la capacité de production est supérieure à 20 tonnes par jour.

6.2. Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour.

6.3. Installations destinées au tannage des peaux, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour.

6.4. a. Abattoirs avec une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour.

b. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir

de :

- matière première animale (autre que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour;

- matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle).

c. Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçu étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).

6.5. Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.

6.6. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus de :

a. 40 000 emplacements pour la volaille;

b. 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg);

c. ou 750 emplacements pour truies.

6.7. Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation d'une capacité de consommation de solvants de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an.

6.8. Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.

Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés ne sont pas visées par la présente annexe.

2. Les opérations de gestion des déchets, notamment le ramassage, la valorisation et l'élimination des déchets et des déchets dangereux, y compris la surveillance de ces opérations et le traitement ultérieur des sites d'élimination, soumis à un permis d'environnement, à un enregistrement ou à une autorisation. Ces activités comportent, entre autres, l'exploitation de centres d'enfouissement technique et l'exploitation d'installations d'incinération.

3. Tout rejet effectué dans les eaux intérieures de surface soumis à permis d'environnement.

4. Le rejet ou l'introduction de polluants ou de substances dangereuses dans les eaux de surface ou souterraines soumis à permis d'environnement.

5. Le captage et l'endiguement d'eau soumis à permis d'environnement.

6. La fabrication, l'utilisation, le stockage, le traitement, le conditionnement, le rejet dans l'environnement et le transport sur le site de :

a. substances dangereuses au sens de la réglementation relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses;

b. préparations dangereuses au sens de la réglementation relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;

c. produits phytopharmaceutiques tels que définis par la réglementation concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques;

d. les produits biocides tels que définis dans la réglementation concernant la mise sur le marché des produits biocides.

7. Le transport par route, chemin de fer, voie de navigation intérieure, mer ou air de marchandises dangereuses ou de marchandises polluantes au sens des réglementations concernant le transport des marchandises dangereuses par route, par chemin de fer ou les conditions minimales exigées pour les navires à destination des ports maritimes de la Communauté ou en sortant et transportant des marchandises dangereuses ou polluantes.

8. L'exploitation d'installations soumises à autorisation en vertu de la réglementation relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles pour ce qui concerne le rejet dans l'air d'une quelconque des substances polluantes couvertes par cette réglementation.

9. Toute utilisation confinée, y compris le transport, de micro-organismes génétiquement modifiés au sens de la réglementation relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés.

10. Le transfert transfrontalier de déchets, à l'entrée et à la sortie de l'Union européenne, soumis à autorisation préalable ou interdit au sens de la réglementation concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

11. La gestion des déchets d'extraction conformément à la directive 2006/21/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets des industries extractives. »

**Art. 4.** A l'article 1<sup>er</sup>bis, 5<sup>o</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, sont ajoutés, après les mots "sur le territoire européen des Etats membres des Communautés européennes", les mots "où le traité s'applique sur le territoire de la Région wallonne ou sur l'aire de répartition naturelle de cet habitat".

**Art. 5.** A l'article 1<sup>er</sup>bis, 9<sup>o</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, sont ajoutés, après les mots "Etats membres des Communautés européennes", les mots "où le traité s'applique ou le territoire de la Région wallonne, ou l'aire de répartition naturelle de cette espèce".

**Art. 6.** Le présent décret s'applique à l'exploitation de l'activité visée au point II de l'annexe I<sup>re</sup> de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement à la date déterminée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents du Parlement wallon, 646 (2007-2008). N<sup>os</sup> 1, 1bis et 2.*

*Compte rendu intégral, séance publique 21 novembre 2007*

*Discussion - Votes.*

—  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4812

[2007/203559]

**22. NOVEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches  
zwecks Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret zielt darauf ab, die Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über die Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden umzusetzen.

**Art. 2** - In das Buch I des Umweltgesetzbuches wird ein Teil VII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"TEIL VII — Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden

**Titel I — ZIELE**

*Artikel D.93* - Ziel dieses Teils ist, auf der Grundlage des Verursacherprinzips einen Rahmen für die Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden zu schaffen.

**TITEL II — BEGRIFFSBESTIMMUNGEN**

*Artikel D.94* - Im Sinne des vorliegenden Teils gelten folgende Begriffsbestimmungen :

1° "Umweltschaden":

a. eine Schädigung geschützter Arten und natürlicher Lebensräume, d. h. jeden Schaden, der erhebliche nachteilige Auswirkungen in Bezug auf die Erreichung oder Beibehaltung des günstigen Erhaltungszustands dieser Lebensräume oder Arten hat. Die Erheblichkeit dieser Auswirkungen ist mit Bezug auf den Ausgangszustand unter Berücksichtigung der Kriterien gemäß Artikel D.104 zu ermitteln;

Schädigungen geschützter Arten und natürlicher Lebensräume umfassen nicht die zuvor ermittelten nachteiligen Auswirkungen, die aufgrund von Tätigkeiten eines Betreibers entstehen, die von den zuständigen Behörden gemäß den Artikeln 5, § 1 bis 3, 5bis und 29, § 2, Absätze 1 bis 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung oder den Artikeln 1ter, Absatz 3, und 7, § 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd ausdrücklich genehmigt wurden;

b. eine Schädigung der Gewässer, d.h. jeden Schaden, der erhebliche nachteilige Auswirkungen auf den ökologischen, chemischen und/oder mengenmäßigen Zustand und/oder das ökologische Potenzial der betreffenden Gewässer im Sinne der Definition laut Artikel D.2, 47° bis 50° und 68° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, hat, mit Ausnahme der nachteiligen Auswirkungen, für die Artikel D.22 § 9 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, gilt;

c. eine Schädigung des Bodens, d.h. jede Bodenverunreinigung, die ein erhebliches Risiko einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit aufgrund der direkten oder indirekten Einbringung von Stoffen, Zubereitungen, Organismen oder Mikroorganismen in, auf oder unter den Grund verursacht;

2° "Schaden" oder "Schädigung": eine direkt oder indirekt eintretende feststellbare nachteilige Veränderung einer natürlichen Ressource oder Beeinträchtigung der Funktion einer natürlichen Ressource;

3° "geschützte Arten und natürliche Lebensräume":

a. die Arten, die in den Artikeln 1*bis*, 7° und 8°, 2, § 1, 2*bis*, § 1, 3, § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannt sind;

b. die Lebensräume der in Artikel 1*bis*, 7° und 8°, 2 § 1, 2*bis* § 1, 3, § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannten Arten, die in der Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur aufgelisteten natürlichen Lebensräume und die in Anwendung von Artikel 25, § 1 und § 2, Absatz 1 desselben Gesetzes bestimmten natürlichen Lebensräume;

4° "Erhaltungszustand":

a. "Erhaltungszustand eines natürlichen Lebensraums": der Erhaltungszustand dieses Lebensraums im Sinne von Artikel 1*bis*, 5° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung.

Der Erhaltungszustand eines Lebensraums wird in Übereinstimmung mit den Bedingungen laut Artikel 1*bis*, 6° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung als günstig erachtet;

b. "Erhaltungszustand einer Art": der Erhaltungszustand dieser Art im Sinne von Artikel 1*bis*, 9° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung. Der Erhaltungszustand einer Art wird in Übereinstimmung mit den Bedingungen laut Artikel 1*bis*, 10° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung als günstig erachtet;

5° "Gewässer": alle Gewässer im Sinne von Artikel D.2, 30°, 31°, 33°, 34° und 36° bis 38°, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

6° "Betreiber": jede natürliche oder juristische Person des privaten oder öffentlichen Rechts, die die berufliche Tätigkeit ausübt oder bestimmt oder der die ausschlaggebende wirtschaftliche Verfügungsmacht über die technische Durchführung einer solchen Tätigkeit übertragen wurde, einschließlich des Inhabers einer Zulassung oder Genehmigung für eine solche Tätigkeit oder der Person, die die Anmeldung oder Notifizierung einer solchen Tätigkeit vornimmt;

7° "berufliche Tätigkeit": jede Tätigkeit, die im Rahmen einer wirtschaftlichen Tätigkeit, einer Geschäftstätigkeit oder eines Unternehmens ausgeübt wird, unabhängig davon, ob sie privat oder öffentlich und mit oder ohne Erwerbszweck ausgeübt wird;

8° "Emission": die Freisetzung von Stoffen, Erzeugnissen, Abfällen, Zubereitungen, chemischen Zusammensetzungen, Organismen oder Mikroorganismen in die Umwelt infolge menschlicher Tätigkeiten;

9° "unmittelbare Gefahr eines Schadens": die hinreichende Wahrscheinlichkeit, dass ein Umweltschaden in naher Zukunft eintreten wird;

10° "Vermeidungsmaßnahmen": jede Maßnahme, die nach einem Ereignis, einer Handlung oder einer Unterlassung, das/die eine unmittelbare Gefahr eines Umweltschadens verursacht hat, getroffen wird, um diesen Schaden zu vermeiden oder zu minimieren;

11° "Sanierungsmaßnahmen": jede Tätigkeit oder Kombination von Tätigkeiten einschließlich mildernder und einstweiliger Maßnahmen mit dem Ziel, geschädigte natürliche Ressourcen und/oder beeinträchtigte Funktionen wiederherzustellen, zu sanieren oder zu ersetzen oder eine gleichwertige Alternative zu diesen Ressourcen oder Funktionen zu schaffen;

12° "primäre Sanierung": jede Sanierungsmaßnahme, durch die die geschädigten natürlichen Ressourcen oder beeinträchtigten Funktionen ganz oder annähernd in den Ausgangszustand zurückversetzt werden;

13° "ergänzende Sanierung": jede Sanierungsmaßnahme in Bezug auf die natürlichen Ressourcen und/oder Funktionen ist, mit der der Umstand ausgeglichen werden soll, dass die primäre Sanierung nicht zu einer vollständigen Wiederherstellung der geschädigten natürlichen Ressourcen und/oder Funktionen führt;

14° "Ausgleichssanierung": jede Tätigkeit zum Ausgleich zwischenzeitlicher Verluste natürlicher Ressourcen und/oder Funktionen ist, die vom Zeitpunkt des Eintretens des Schadens bis zu dem Zeitpunkt entstehen, in dem die primäre Sanierung ihre Wirkung vollständig entfaltet hat;

15° "zwischenzeitliche Verluste": Verluste, die darauf zurückzuführen sind, dass die geschädigten natürlichen Ressourcen und/oder Funktionen ihre ökologischen Aufgaben nicht erfüllen oder ihre Funktionen für andere natürliche Ressourcen oder für die Öffentlichkeit nicht erfüllen können, solange die Maßnahmen der primären bzw. der ergänzenden Sanierung ihre Wirkung nicht entfaltet haben. Ein finanzieller Ausgleich für Teile der Öffentlichkeit fällt nicht darunter;

16° "natürliche Ressource": geschützte Arten und natürliche Lebensräume, Gewässer und Boden;

17° "Funktionen" und "Funktionen einer natürlichen Ressource": die Funktionen, die eine natürliche Ressource zum Nutzen einer anderen natürlichen Ressource oder der Öffentlichkeit erfüllt;

18° "Ausgangszustand": der im Zeitpunkt des Schadenseintritts bestehende Zustand der natürlichen Ressourcen und Funktionen, der bestanden hätte, wenn der Umweltschaden nicht eingetreten wäre, und der anhand der besten verfügbaren Informationen ermittelt wird;

19° "Wiederherstellung" einschließlich "natürlicher Wiederherstellung": im Falle von Gewässern, geschützten Arten und natürlichen Lebensräumen die Rückführung von geschädigten natürlichen Ressourcen und/oder beeinträchtigten Funktionen in den Ausgangszustand und im Falle einer Schädigung des Bodens die Beseitigung jedes erheblichen Risikos einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit;

20° "natürliche Wiederherstellung": Wiederherstellung ohne unmittelbares Eingreifen des Menschen in den Wiederherstellungsprozess;

21° "Kosten": die durch die Notwendigkeit einer ordnungsgemäßen und wirksamen Durchführung dieses Teils gerechtfertigten Kosten, einschließlich der Kosten für die Prüfung eines Umweltschadens, einer unmittelbaren Gefahr eines solchen Schadens, von alternativen Maßnahmen sowie der Verwaltungs- und Verfahrenskosten und der Kosten für die Durchsetzung der Maßnahmen, der Kosten für die Datensammlung, sonstiger Gemeinkosten und der Kosten für Aufsicht und Überwachung;

22° "zuständige Behörde": die Umweltverwaltung, d.h. der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Beauftragte(r).

### Titel III — Anwendungsbereich

*Artikel D.95* - Der vorliegende Teil gilt für:

1° Umweltschäden, die durch die Ausübung einer der in Anhang I aufgeführten beruflichen Tätigkeiten verursacht werden, und jede unmittelbare Gefahr solcher Schäden, die aufgrund dieser Tätigkeiten eintritt;

2° Schädigungen geschützter Arten und natürlicher Lebensräume, die durch die Ausübung einer anderen als der in Anhang I aufgeführten beruflichen Tätigkeiten verursacht werden, und jede unmittelbare Gefahr solcher Schäden, die aufgrund dieser Tätigkeiten eintritt, sofern der Betreiber vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat.

*Artikel D.96* - Der vorliegende Teil gilt unbeschadet strengerer Rechtsvorschriften für die Ausübung einer der Tätigkeiten, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Teils fallen.

*Artikel D.97* - Vorbehaltlich der Anwendung der einschlägigen Rechtsvorschriften haben Privatparteien gemäß dieses Teils keinen Anspruch auf Schadensersatz infolge eines Umweltschadens oder der unmittelbaren Gefahr eines solchen Schadens.

### Titel IV — Ausnahmen

*Artikel D.98* - Umweltschäden oder die unmittelbare Gefahr solcher Schäden fallen nicht unter diesen Teil, wenn sie verursacht werden durch

1° bewaffnete Konflikte, Feindseligkeiten, Bürgerkrieg oder Aufstände;

2° ein außergewöhnliches, unabwendbares und nicht beeinflussbares Naturereignis.

*Artikel D.99* - Der vorliegende Teil gilt nicht für Umweltschäden oder die unmittelbare Gefahr solcher Schäden, die infolge eines Vorfalls eintreten, bei dem die Haftung oder Entschädigung in den Anwendungsbereich einer der folgenden Bestimmungen fällt:

1° das internationale Übereinkommen vom 27. November 1992 über die zivilrechtliche Haftung für Ölverschmutzungsschäden;

2° das internationale Übereinkommen vom 27. November 1992 über die Errichtung eines internationalen Fonds zur Entschädigung für Ölverschmutzungsschäden.

Andererseits berührt der vorliegende Teil nicht das Recht des Betreibers, seine Haftung gemäß den Bestimmungen des Buchs II des Handelsgesetzbuches zur Umsetzung des Übereinkommens vom 19. November 1976 über die Beschränkung der Haftung für Seeforderungen zu beschränken.

*Artikel D.100* - Der vorliegende Teil gilt nicht für nukleare Risiken oder Umweltschäden oder die unmittelbare Gefahr solcher Schäden, die durch die Ausübung von Tätigkeiten verursacht werden können, die unter den Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft fallen, oder durch einen Vorfall oder eine Tätigkeit verursacht werden, für die die Haftung oder Entschädigung in den Anwendungsbereich einer der folgenden Bestimmungen fällt:

1° das Pariser Übereinkommen vom 29. Juli 1960 über die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie und das Zusatzübereinkommen von Brüssel vom 31. Januar 1963;

2° das Wiener Übereinkommen vom 21. Mai 1963 über die zivilrechtliche Haftung für nukleare Schäden;

3° das Übereinkommen vom 12. September 1997 zur Bereitstellung zusätzlicher Entschädigungsmittel bei Nuklearschaden;

4° das gemeinsame Protokoll vom 21. September 1988 zur Anwendung des Wiener Übereinkommens und des Pariser Übereinkommens;

5° das Brüsseler Übereinkommen vom 17. Dezember 1971 bei der Beförderung von Kernmaterial auf See.

*Artikel D.101* - Der vorliegende Teil gilt nur dann für Umweltschäden sowie die unmittelbare Gefahr solcher Schäden, die durch eine nicht klar abgegrenzte Verschmutzung verursacht werden, wenn ein ursächlicher Zusammenhang zwischen dem Schaden und den Tätigkeiten einzelner Betreiber festgestellt werden kann.

*Artikel D.102* - Der vorliegende Teil gilt weder für Tätigkeiten, deren Hauptzweck die internationale Sicherheit ist, noch für Tätigkeiten, deren alleiniger Zweck der Schutz vor Naturkatastrophen ist.

*Artikel D.103* - Der vorliegende Teil gilt für:

1° Schäden, die durch Emissionen, Ereignisse oder Vorfälle verursacht wurden, die vor dem 30. April 2007 stattgefunden haben;

2° Schäden, die durch Emissionen, Ereignisse oder Vorfälle verursacht wurden, die nach dem 30. April 2007 stattgefunden haben, sofern sie auf eine spezielle Tätigkeit zurückzuführen sind, die vor dem genannten Datum stattgefunden und geendet hat;

3° Schäden, wenn seit den schadensverursachenden Emissionen, Ereignissen oder Vorfällen mehr als 30 Jahre vergangen sind.

### Titel V — BEWERTUNG UND SANIERUNG DER UMWELTSCHÄDEN

#### KAPITEL I — Bewertung des Umfangs der den Arten oder Lebensräumen zugefügten Umweltschäden

*Artikel D.104* - Ob eine Schädigung, die nachteilige Auswirkungen in Bezug auf die Erreichung oder Beibehaltung des günstigen Erhaltungszustands von Lebensräumen und Arten hat, erheblich ist, wird anhand des zum Zeitpunkt der Schädigung gegebenen Erhaltungszustands, der Funktionen und Annehmlichkeiten, die diese Arten und Lebensräume bieten, erfüllt werden, sowie ihrer natürlichen Regenerationsfähigkeit festgestellt. Erhebliche nachteilige Veränderungen gegenüber dem Ausgangszustand sind mit Hilfe u.a. der folgenden feststellbaren Daten zu ermitteln:

1° Anzahl der Exemplare, ihre Bestandsdichte oder ihr Vorkommensgebiet;

2° Rolle der einzelnen Exemplare oder des geschädigten Gebiets in Bezug auf die Erhaltung der Art oder des Lebensraums, Seltenheit der Art oder des Lebensraums (auf örtlicher, regionaler und höherer Ebene einschließlich der Gemeinschaftsebene);

3° die Fortpflanzungsfähigkeit der Art (entsprechend der Dynamik der betreffenden Art oder Population), ihre Lebensfähigkeit oder die natürliche Regenerationsfähigkeit des Lebensraums (entsprechend der Dynamik der für ihn charakteristischen Arten oder seiner Populationen);

4° die Fähigkeit der Art bzw. des Lebensraums, sich nach einer Schädigung ohne äußere Einwirkung lediglich mit Hilfe verstärkter Schutzmaßnahmen in kurzer Zeit so weit zu regenerieren, dass allein aufgrund der Dynamik der betreffenden Art oder des betreffenden Lebensraums ein Zustand erreicht wird, der im Vergleich zum Ausgangszustand als gleichwertig oder besser zu bewerten ist.

Eine Schädigung, die sich nachweislich auf die menschliche Gesundheit auswirkt, ist als erhebliche Schädigung einzustufen.

Folgende Schädigungen müssen nicht als erheblich eingestuft werden:

1° nachteilige Abweichungen, die geringer sind als die natürlichen Fluktuationen, die für den betreffenden Lebensraum oder die betreffende Art als normal gelten;

2° nachteilige Abweichungen, die auf natürliche Ursachen zurückzuführen sind oder aber auf äußere Einwirkung im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung der betreffenden Gebiete, die den Aufzeichnungen über den Lebensraum oder den Dokumenten über die Erhaltungsziele zufolge als normal anzusehen ist oder der früheren Bewirtschaftungsweise der jeweiligen Eigentümer oder Betreiber entspricht;

3° eine Schädigung von Arten bzw. Lebensräumen, die sich nachweislich ohne äußere Einwirkung in kurzer Zeit so weit regenerieren werden, dass entweder der Ausgangszustand erreicht wird oder aber allein aufgrund der Dynamik der betreffenden Art oder des betreffenden Lebensraums ein Zustand erreicht wird, der im Vergleich zum Ausgangszustand als gleichwertig oder besser zu bewerten ist.

## KAPITEL II. — Sanierung von Umweltschäden

### Abschnitt 1 — Grundsätze

*Artikel D.105* - Die Sanierung eines Umweltschadens im Bereich der Gewässer oder geschützter Arten oder natürlicher Lebensräume wird dadurch erreicht, dass die Umwelt durch primäre Sanierung, ergänzende Sanierung oder Ausgleichssanierung in ihren Ausgangszustand zurückversetzt wird.

Führt die primäre Sanierung nicht dazu, dass die Umwelt in ihren Ausgangszustand zurückversetzt wird, so wird anschließend eine ergänzende Sanierung durchgeführt. Überdies wird eine Ausgleichssanierung zum Ausgleich der zwischenzeitlichen Verluste durchgeführt.

Die Sanierung eines Umweltschadens im Bereich der Gewässer und von Schädigungen geschützter Arten und natürlicher Lebensräume beinhaltet ferner, dass jedes erhebliche Risiko einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit beseitigt werden muss.

### Abschnitt II — Sanierungsziele

*Artikel D.106* - Im Falle eines Umweltschadens im Bereich der Gewässer und von Schädigungen geschützter Arten und natürlicher Lebensräume zielt die primäre Sanierung darauf ab, die geschädigten natürlichen Ressourcen und/oder deren Funktionen ganz oder annähernd in den Ausgangszustand zurückzusetzen.

Die ergänzende Sanierung wird vorgenommen, wenn sich die geschädigten natürlichen Ressourcen und/oder deren Funktionen nicht in den Ausgangszustand zurückversetzen lassen. Ziel der ergänzenden Sanierung ist es, gegebenenfalls an einem anderen Ort einen Zustand der natürlichen Ressourcen und/oder von deren Funktionen herzustellen, der einer Rückführung des geschädigten Ortes in seinen Ausgangszustand gleichkommt. Soweit dies möglich und sinnvoll ist, sollte dieser andere Ort mit dem geschädigten Ort geografisch im Zusammenhang stehen, wobei die Interessen der betroffenen Bevölkerung zu berücksichtigen sind.

Die Ausgleichssanierung erfolgt zum Ausgleich der zwischenzeitlichen Verluste von natürlichen Ressourcen und von deren Funktionen, die bis zur Wiederherstellung entstehen. Der Ausgleich besteht aus zusätzlichen Verbesserungen der geschützten natürlichen Lebensräume und Arten oder der Gewässer entweder an dem geschädigten oder an einem anderen Ort. Sie beinhaltet keine finanzielle Entschädigung für Teile der Öffentlichkeit. Sie beinhaltet keine finanzielle Entschädigung für Teile der Öffentlichkeit.

### Abschnitt III — Festlegung der Sanierungsmaßnahmen

*Artikel D.107* - Die Wahl der Wiederherstellungsmaßnahmen beruht auf dem Willen, die natürlichen Ressourcen und Funktionen direkt in einen Zustand zu versetzen, der sie beschleunigt zu ihrem Ausgangszustand zurückführt, oder aber auf einer natürlichen Wiederherstellung.

Bei der Festlegung des Umfangs der ergänzenden Sanierungsmaßnahmen und der Ausgleichssanierungsmaßnahmen ist zunächst die Anwendung von Konzepten zu prüfen, die auf der Gleichwertigkeit von Ressourcen oder Funktionen beruhen. Dabei werden zunächst Maßnahmen geprüft, durch die natürliche Ressourcen und/oder Funktionen in gleicher Art, Qualität und Menge wie die geschädigten Ressourcen und/oder Funktionen hergestellt werden. Erweist sich dies als unmöglich, so werden andere natürliche Ressourcen und/oder Funktionen bereitgestellt.

Erweist sich die Anwendung der oben genannten Konzepte der Gleichwertigkeit der Ressourcen oder Funktionen als unmöglich, so werden stattdessen andere Bewertungsmethoden angewandt. Die zuständige Behörde kann die Methode, z.B. Feststellung des Geldwertes, vorschreiben, um den Umfang der erforderlichen ergänzenden Sanierungsmaßnahmen und Ausgleichssanierungsmaßnahmen festzustellen. Ist eine Bewertung des Verlustes an Ressourcen und/oder Funktionen möglich, eine Bewertung des Ersatzes der natürlichen Ressourcen und/oder Funktionen jedoch innerhalb eines angemessenen Zeitrahmens unmöglich oder mit unangemessenen Kosten verbunden, so kann die zuständige Behörde Sanierungsmaßnahmen anordnen, deren Kosten dem geschätzten Geldwert des entstandenen Verlustes an natürlichen Ressourcen und/oder Funktionen entsprechen.

Die ergänzenden Sanierungsmaßnahmen und die Ausgleichssanierungsmaßnahmen sollten so beschaffen sein, dass durch sie zusätzliche Ressourcen und/oder Funktionen geschaffen werden, die den zeitlichen Präferenzen und dem zeitlichen Ablauf der Sanierungsmaßnahmen entsprechen.

*Artikel D.108* - Die angemessenen Sanierungsoptionen sollten unter Nutzung der besten verfügbaren Techniken anhand folgender Kriterien bewertet werden:

1° Auswirkung jeder Option auf die öffentliche Gesundheit und die öffentliche Sicherheit;

2° Kosten für die Durchführung der Option;

3° Erfolgsaussichten jeder Option;

4° inwieweit durch jede Option künftiger Schaden verhütet wird und zusätzlicher Schaden als Folge der Durchführung der Option vermieden wird;

5° inwieweit jede Option einen Nutzen für jede einzelne Komponente der natürlichen Ressource und/oder der Funktion darstellt;

6° inwieweit jede Option die einschlägigen sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Belange und anderen ortsspezifischen Faktoren berücksichtigt;

7° wie lange es dauert, bis die Sanierung des Umweltschadens durchgeführt ist;

8° inwieweit es mit der jeweiligen Option gelingt, den Ort des Umweltschadens zu sanieren;

9° geografischer Zusammenhang mit dem geschädigten Ort.

*Artikel D.109* - Bei der Bewertung der verschiedenen festgelegten Sanierungsoptionen können auch primäre Sanierungsmaßnahmen ausgewählt werden, mit denen das geschädigte Gewässer, die geschädigte Art oder der geschädigte natürliche Lebensraum nicht vollständig oder nur langsamer in den Ausgangszustand zurückversetzt werden. Eine solche Entscheidung kann nur getroffen werden, wenn der Verlust an natürlichen Ressourcen und/oder Funktionen am ursprünglichen Standort infolge der Entscheidung dadurch ausgeglichen wird, dass verstärkt ergänzende Sanierungstätigkeiten und mehr Ausgleichssanierungstätigkeiten durchgeführt werden, mit denen vergleichbare natürliche Ressourcen und/oder Funktionen wie vor dem Schadenseintritt geschaffen werden können. Diese zusätzlichen Sanierungsmaßnahmen werden im Einklang mit den in Artikel D.107 vorgesehenen Regeln festgelegt.

*Artikel D.110* - Ungeachtet der in Artikel D.109 festgelegten Regeln ist die zuständige Behörde im in Artikel D.119 erwähnten Fall befugt, zu entscheiden, dass keine weiteren Sanierungsmaßnahmen ergriffen werden, wenn

1° mit den bereits ergriffenen Sanierungsmaßnahmen sichergestellt wird, dass kein erhebliches Risiko einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit, des Gewässers oder geschützter Arten und natürlicher Lebensräume mehr besteht, und

2° die Kosten der Sanierungsmaßnahmen, die zu ergreifen wären, um den Ausgangszustand oder ein vergleichbares Niveau herzustellen, in keinem angemessenen Verhältnis zu dem Nutzen stehen, der für die Umwelt erreicht werden soll.

*Artikel D.111* - Bei einer Schädigung des Bodens werden die erforderlichen Maßnahmen getroffen, um zumindest sicherzustellen, dass die betreffenden Schadstoffe beseitigt, kontrolliert, eingedämmt oder vermindert werden, so dass der geschädigte Boden unter Berücksichtigung seiner zum Zeitpunkt der Schädigung gegebenen gegenwärtigen oder zugelassenen künftigen Nutzung kein erhebliches Risiko einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit mehr darstellt.

Das Vorliegen solcher Risiken wird mit Verfahren zur Risikoabschätzung unter Berücksichtigung folgender Faktoren beurteilt: Beschaffenheit und Funktion des Bodens, Art und Konzentration der Schadstoffe, Zubereitungen, Organismen oder Mikroorganismen, das mit ihnen verbundene Risiko und die Möglichkeit ihrer Verbreitung. Die Nutzung ist aufgrund der zum Zeitpunkt des Schadenseintritts geltenden Bodennutzungsvorschriften oder anderer einschlägiger Vorschriften - soweit vorhanden - festzulegen.

Ändert sich die Nutzung des Bodens, so sind alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um jeglichen nachteiligen Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit vorzubeugen.

Fehlen Bodennutzungsvorschriften oder andere einschlägige Vorschriften, so wird die Nutzung des speziellen Bereichs nach dem Zustand des geschädigten Bodens unter Berücksichtigung seiner voraussichtlichen Entwicklung bestimmt.

Die Option einer natürlichen Wiederherstellung wird berücksichtigt.

## **Titel VI — Verpflichtungen des Betreibers**

### *KAPITEL I. — Vermeidungstätigkeit*

*Artikel D.112* - Ist ein Umweltschaden noch nicht eingetreten, besteht aber eine unmittelbare Gefahr eines solchen Schadens, so ergreift der Betreiber unverzüglich die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen.

Wenn eine unmittelbare Gefahr eines Umweltschadens trotz der Vermeidungsmaßnahmen des Betreibers nicht abgewendet wird, ist letzter verpflichtet, die zuständige Behörde und das Gemeindekollegium / die Gemeindekollegien der Gemeinde(n), auf deren Gebiet Vermeidungsmaßnahmen durchzuführen sind, so bald wie möglich über alle bedeutsamen Aspekte des Sachverhalts zu informieren.

Die zuständige Behörde kann jederzeit

1° von dem Betreiber verlangen, Informationen über eine unmittelbare Gefahr von Umweltschäden oder über den Verdacht einer solchen unmittelbaren Gefahr vorzulegen,

2° von dem Betreiber verlangen, dass er die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen ergreift,

3° vom Betreiber verlangen, dass er die von ihr erlassenen Anweisungen über die zu ergreifenden erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen befolgt.

### *KAPITEL II — Sanierungstätigkeit*

*Artikel D.113* - Ist ein Umweltschaden eingetreten, so informiert der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde und das Gemeindekollegium / die Gemeindekollegien der Gemeinde(n), auf deren Gebiet, auf deren Gebiet Sanierungsmaßnahmen getroffen werden müssten, über alle bedeutsamen Aspekte des Sachverhalts. Zudem ergreift der Betreiber:

1° alle praktikablen Vorkehrungen, um die betreffenden Schadstoffe und/oder sonstigen Schadfaktoren unverzüglich zu kontrollieren, einzudämmen, zu beseitigen oder auf sonstige Weise zu behandeln, um weitere Umweltschäden und nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder eine weitere Beeinträchtigung von Funktionen zu begrenzen oder zu vermeiden, und

2° die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen gemäß Absatz 3.

Die zuständige Behörde kann jederzeit

1° von dem Betreiber verlangen, dass er zusätzliche Informationen über einen eingetretenen Schaden vorlegt,

2° von dem Betreiber verlangen, dass er alle praktikablen Vorkehrungen trifft, um die betreffenden Schadstoffe und/oder sonstigen Schadfaktoren unverzüglich zu kontrollieren, einzudämmen, zu beseitigen oder auf sonstige Weise zu behandeln, um weitere Umweltschäden und nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder eine weitere Beeinträchtigung von Funktionen zu begrenzen oder zu vermeiden, und dass er diesbezüglich die Anweisungen der zuständigen Behörde befolgt;

3° von dem Betreiber verlangen, dass er die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen ergreift,

4° von der Betreiber verlangen, dass er die Anweisungen der zuständigen Behörde über die zu ergreifenden erforderlichen Sanierungsmaßnahmen befolgt.

Der Betreiber bestimmt in Übereinstimmung mit Titel V die möglichen Sanierungsmaßnahmen und unterbreitet sie der Zustimmung der zuständigen Behörde, es sein denn diese hat Maßnahmen in Anwendung von Art. D.117 und D.118 ergriffen.

#### **Titel VII — Aufgaben der zuständigen Behörde**

*Artikel D.114* - Die zuständige Behörde identifiziert den Betreiber, der den Schaden oder die unmittelbare Gefahr eines Schadens verursacht hat.

*Artikel D.115* - Die zuständige Behörde wird damit beauftragt, die Erheblichkeit des Schadens zu ermitteln, und darüber zu entscheiden, welche Sanierungsmaßnahmen aufgrund der in Titel V vorliegenden Teil angeführten Grundsätze zu treffen sind, und die Kosten dieser Maßnahmen einzuschätzen.

Um die Erheblichkeit des Schadens zu ermitteln, und darüber zu entscheiden, welche Sanierungsmaßnahmen aufgrund der in Titel V vorliegenden Teil angeführten Grundsätze zu treffen sind, kann die zuständige Behörde von dem betreffenden Betreiber die Durchführung einer eigenen Bewertung und die Bereitstellung aller erforderlichen Informationen und Daten verlangen.

*Artikel D.116* - Was die Vermeidung von Umweltschäden betrifft, kann die zuständige Behörde jederzeit

1° von dem Betreiber verlangen, dass er Informationen über eine unmittelbare Gefahr von Umweltschäden oder über den Verdacht einer solchen unmittelbaren Gefahr vorlegt,

2° von dem Betreiber verlangen, dass er die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen ergreift,

3° dem Betreiber die zu befolgenden Anweisungen über die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen mitteilen,

4° selbst die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen ergreifen.

Die zuständige Behörde verpflichtet den Betreiber dazu, die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen zu ergreifen. Kommt der Betreiber seinen Verpflichtungen nicht nach, kann er nicht ermittelt werden oder muss er gemäß des vorliegenden Teils nicht für die Kosten aufkommen, so kann die zuständige Behörde selbst diese Maßnahmen ergreifen.

*Artikel D.117* - Was die Sanierung von Umweltschäden betrifft, kann die zuständige Behörde jederzeit

1° von dem Betreiber verlangen, dass er zusätzliche Informationen über jeden eingetretenen Schaden vorlegt,

2° alle praktikablen Vorkehrungen treffen, um die betreffenden Schadstoffe und/oder sonstigen Schadfaktoren unverzüglich zu kontrollieren, einzudämmen, zu beseitigen oder auf sonstige Weise zu behandeln, um weitere Umweltschäden und nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder eine weitere Beeinträchtigung von Funktionen zu begrenzen oder zu vermeiden, den Betreiber dazu verpflichten, diese Vorkehrungen zu treffen, und dem Betreiber die erforderlichen Anweisungen über diese Vorkehrungen mitteilen,

3° von dem Betreiber verlangen, dass er die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen ergreift,

4° dem Betreiber die zu befolgenden Anweisungen über die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen mitteilen,

5° oder selbst die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen ergreifen.

Die zuständige Behörde verpflichtet den Betreiber, die Sanierungsmaßnahmen zu ergreifen. Kommt der Betreiber seinen Verpflichtungen gemäß Artikel D.113 vorliegenden Teils nicht nach, kann er nicht ermittelt werden oder muss er gemäß des vorliegenden Teils nicht für die Kosten aufkommen, so kann die zuständige Behörde selbst diese Maßnahmen ergreifen, falls ihr keine weiteren Mittel bleiben.

*Artikel D.118* - Die zuständige Behörde entscheidet, welche Sanierungsmaßnahmen gemäß Titel V vorliegenden Teils - erforderlichenfalls in Zusammenarbeit mit dem betroffenen Betreiber - durchzuführen sind.

*Artikel D.119* - Sind mehrere Umweltschadensfälle in der Weise eingetreten, dass die zuständige Behörde nicht gewährleisten kann, dass die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen gleichzeitig ergriffen werden, so ist die zuständige Behörde befugt, zu entscheiden, welcher Umweltschaden zuerst zu sanieren ist

Bei einer solchen Entscheidung berücksichtigt die zuständige Behörde unter anderem Art, Ausmaß und Schwere der einzelnen Umweltschadensfälle sowie die Möglichkeiten einer natürlichen Wiederherstellung. Risiken für die menschliche Gesundheit werden ebenfalls berücksichtigt.

*Artikel D.120* - Bevor die zuständige Behörde einen in vorliegendem Titel vorgesehenen Beschluss fasst, gibt sie dem Betreiber, den in Artikel D.131 vorliegenden Teils erwähnten Personen, auf deren Antrag sie eingetreten ist, den Personen, auf deren Grundstücken Sanierungsmaßnahmen durchgeführt werden sollen, sowie dem Gemeindegremium/den Gemeindegemeinschaften der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich diese Grundstücke befinden, Gelegenheit, ihre Bemerkungen mitzuteilen, und berücksichtigt diese. Diese Bemerkungen werden binnen zwanzig Tagen nach dem Versand des von der zuständigen Behörde stammenden Schreibens an letztere gerichtet. In Dringlichkeitsfällen kann die zuständige Behörde diese Frist verkürzen.

Die zuständige Behörde kann diesen Personen oder Drittpersonen die Durchführung der notwendigen Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen, die sie bestimmt, anvertrauen oder von Amts wegen auferlegen.

Die zuständige Behörde kann jede Person requirieren, um die notwendigen Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen, die sie bestimmt, durchzuführen. Die requirierte Drittperson stellt eine Bilanz der im Rahmen der Requirierung entstandenen Kosten und Honorare auf und richtet sie an die zuständige Behörde, die sie so schnell wie möglich begleicht, außer wenn diese Drittperson für den Schaden haftet.

Die auf die im Rahmen der Requirierung getätigten Maßnahmen zurückzuführenden Kosten werden von der zuständigen Behörde übernommen unbeschadet der Regressklagen, die letztere gegen den Betreiber, der für den Schaden haftet, erheben könnte.

*Artikel D.121* - Bei jeder gemäß dieses Teils getroffenen Entscheidung, in der Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen verlangt werden, sind die genauen Gründe dafür anzugeben.

Eine solche Entscheidung wird dem betreffenden Betreiber unverzüglich mitgeteilt, der gleichzeitig über die Rechtsbehelfe belehrt wird, die ihm zur Verfügung stehen, sowie über die für diese Rechtsbehelfe geltenden Fristen.



### Titel VIII — Kosten der Vermeidungs- und Sanierungstätigkeiten

*Artikel D.122* - Der Betreiber trägt die gesamten Kosten der gemäß des vorliegenden Teils durchgeführten Vermeidungs- und Sanierungstätigkeiten.

*Artikel D.123* - § 1. Vorbehaltlich der Artikel D.126 und D.128 vorliegenden Teils verlangt die zuständige Behörde von dem Betreiber, der den Schaden oder die unmittelbare Gefahr eines Schadens verursacht hat, die Erstattung der gesamten Kosten, die ihr durch die gemäß des vorliegenden Teils durchgeführten Vermeidungs- oder Sanierungstätigkeiten entstanden sind.

§ 2. Wenn die zuständige Behörde in Anwendung der Bestimmungen von Titel VII des vorliegenden Teils beschließt, selbst Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen zu ergreifen, kann sie von dem Betreiber, der den Schaden oder die unmittelbare Gefahr eines Schadens verursacht hat, die Hinterlegung einer Sicherheit oder einer anderen geeigneten Garantie verlangen.

Die folgenden finanziellen Garantien, die getrennt oder kombiniert gebildet werden können, gelten als geeignet:

1° eine von dem Finanzinstitut gegebene unwiderrufliche Garantie, durch die letzteres verpflichtet ist, auf einfache Anfrage der zuständigen Behörde die von dieser eingereichten Rechnungen betreffend die Durchführung der Vermeidungs- und Sanierungsmaßnahmen anschließend an die von der zuständigen Behörde an das Finanzinstitut gerichtete Mitteilung per Einschreiben, dass der Betreiber seine Verpflichtung zur Rückzahlung der vorgestreckten Kosten, in Übereinstimmung mit § 1 vorliegenden Artikels und Artikel D.122 vorliegenden Teils, nicht oder nur teilweise einhält, zu begleichen;

2° ein auf das Konto der Hinterlegungs- und Konsignationskasse eingezahlter Betrag in Ausführung einer Vereinbarung zwischen der zuständigen Behörde und dem Betreiber, kraft deren die Hinterlegungs- und Konsignationskasse der zuständigen Behörde auf deren einfachen diesbezüglichen Antrag die eingereichten Rechnungen betreffend die Durchführung der Vermeidungs- und Sanierungsmaßnahmen, und anschließend an die Zahlung der vorgenannten Rechnungen, dem Betreiber den Restbetrag sowie ggf. die Zinsen zurückzahlt;

3° eine Kautions;

4° eine Hypothek.

Die finanzielle Garantie deckt die Kosten für die Vermeidungs- und Sanierungsmaßnahmen, so wie sie von der zuständigen Behörde in Anwendung von Artikel D.119 eingeschätzt worden sind. Der Betrag, der von dem Garanten verlangt werden kann, sofern es sich nicht um den Betreiber handelt, darf den von der Behörde in Anwendung von Artikel D.115 des vorliegenden Teils eingeschätzten Betrag nicht übertreffen.

Wenn die Gesamtkosten der Vermeidungs- und Sanierungsmaßnahmen den Betrag, der durch die Garantie gedeckt ist, übertreffen, ist der Betreiber verpflichtet, für den Unterschied aufzukommen.

*Artikel D.124* - Die zuständige Behörde informiert die Person(en), die die Kautions oder finanzielle Garantie bilden muss (müssen) per Einschreiben, indem sie den Betrag und die möglichen Verfahren zur Bildung der Kautions oder finanziellen Garantie angibt.

Wenn innerhalb der von der zuständigen Behörde auferlegten Frist keine Sicherheit gebildet worden ist, übermittelt letztere dieser Person eine Zahlungsanordnung binnen vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung.

Die Bildung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag anschließend an die Zustellung einer Zahlungsanordnung verhindert keinesfalls die Weiterführung der Verfolgungen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung lässt die zulässige Behörde die Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen; die gepfändeten Güter dienen zur Bildung der Sicherheit.

*Artikel D.125* - Gegebenenfalls fordert die zuständige Behörde vor der zuständigen Gerichtsbehörde die Einhaltung der durch das oder kraft des vorliegenden Teils eingeführten Verpflichtungen seitens des Betreibers.

Auf Antrag der zuständigen Behörde verurteilt der Richter den Betreiber zur Durchführung der in Titel VI angeführten Verpflichtungen.

Gegebenenfalls verurteilt er den Betreiber auf Antrag der zuständigen Behörde zur Bildung der in Artikel D.123 vorliegenden Teils beschriebenen Kautions oder Garantie.

Die zuständige Behörde kann jedoch entscheiden, keine Erstattung der vollen Kosten zu verlangen, wenn die dazu erforderlichen Ausgaben die zu erstattende Summe übertreffen würden oder wenn der Betreiber nicht ermittelt werden kann.

*Artikel D.126* - Ein Betreiber muss die Kosten für gemäß dieses Teils durchgeführte Vermeidungs- oder Sanierungstätigkeiten nicht tragen, wenn er nachweisen kann, dass die Umweltschäden oder die unmittelbare Gefahr solcher Schäden

1° durch einen Dritten verursacht wurden und eingetreten sind, obwohl geeignete Sicherheitsvorkehrungen getroffen wurden, oder

2° auf die Befolgung von Verfügungen oder Anweisungen einer Behörde zurückzuführen sind, wobei es sich nicht um Verfügungen oder Anweisungen infolge von Emissionen oder Vorfällen handelt, die durch die eigenen Tätigkeiten des Betreibers verursacht wurden.

*Artikel D.127* - In den in Artikel D.126 vorliegenden Teils erwähnten Fällen kann der Betreiber unter Anwendung des nachstehenden Verfahrens Erstattung der ihm entstandenen Kosten erlangen:

1° der Betreiber richtet an die zuständige Behörde einen begründeten Antrag auf Rückzahlung, dem er alle Belege, die er für nützlich erachtet, beifügt;

2° zur Vermeidung der Unzulässigkeit seines Antrags informiert der Betreiber gleichzeitig die in Art. D.120 vorliegenden Teils erwähnten Personen sowie die in Art. D.131 vorliegenden Teils erwähnten Personen, die bei der zuständigen Behörde eine Aufforderung zum Tätigwerden eingereicht haben;

3° wenn der Antrag auf Rückzahlung unvollständig ist, richtet die zuständige Behörde binnen zwanzig Tagen nach Eingang des Antrags eine Auflistung der fehlenden Belege an den Antragsteller per bei der Post aufgegebenes Einschreiben, und teilt mit, dass das Verfahren ab dem Eingang dieser fehlenden Belege wieder anfängt;

4° wenn der Antrag vollständig ist oder gebührend vervollständigt worden ist, stellt die zuständige Behörde binnen zwanzig Tagen nach dem Eingang des Antrags oder der angeforderten Belege dem Antragsteller ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben zu, in dem sie die Vollständigkeit des Antrags bestätigt;

5° der Betreiber und die unter 2° angegebenen Personen werden von der zuständigen Behörde angehört.

6° die zuständige Behörde fasst einen begründeten Beschluss; gegebenenfalls gibt sie die Gründe an, weswegen sie erachtet, dass die vom Betreiber bereits durchgeführten oder zur Zeit in der Durchführungsphase befindlichen Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen hinsichtlich der Ziele des vorliegenden Teils geeignet sind;

7° die zuständige Behörde stellt ihren Beschluss binnen neunzig Tagen ab der unter 4° erwähnten Mitteilung der Vollständigkeit des Antrags dem Betreiber und gegebenenfalls den unter 2° erwähnten Personen zu; mangels dessen kann der Betreiber eine Aufforderung zur Beschlussfassung richten; wenn die zuständige Behörde ihren Beschluss über den Rückzahlungsantrag binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der Aufforderung nicht zustellt, gilt der Antrag als abgelehnt;

8° im Schreiben zur Mitteilung des Beschlusses werden die möglichen Beschwerdewege angegeben, sowie die Fristen, binnen denen diese Beschwerden einzureichen sind;

9° in dem in Artikel D.126, 1° vorliegenden Teils erwähnten Fall betreibt die zuständige Behörde die Beitreibung der Beträge, die sie dem Betreiber zurückgezahlt hat, zu Lasten der Drittperson, die für den Schaden oder die unmittelbare Gefahr eines Schadens haftet, es sei denn, die dafür notwendigen Ausgaben übertreffen den beizutreibenden Betrag oder die verantwortliche Person kann nicht ermittelt werden.

*Artikel D.128* - Der Betreiber hat die Kosten der gemäß des vorliegenden Teils durchgeführten Sanierungstätigkeiten nicht zu tragen, sofern er nachweist, dass er nicht vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat, und dass der Umweltschaden verursacht wurde durch

1° eine Emission oder ein Ereignis, die ausdrücklich erlaubt sind und alle Bedingungen einhalten, die mit einer Zulassung oder Genehmigung verbunden sind, die zum Zeitpunkt der Emission oder des Ereignisses anwendbar ist und in Übereinstimmung mit einer Regelung erteilt worden ist, die in der Anlage I des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches angeführt ist und den Betrieb einer dort aufgelisteten Tätigkeit betrifft;

2° eine Emission oder eine Tätigkeit oder jede Art der Verwendung eines Produkts im Verlauf einer Tätigkeit, bei denen der Betreiber nachweist, dass sie nach dem Stand der wissenschaftlichen und technischen Erkenntnisse zum Zeitpunkt, an dem die Emission freigesetzt oder die Tätigkeit ausgeübt wurde, nicht als wahrscheinliche Ursache von Umweltschäden angesehen wurden.

In den in vorliegendem Artikel erwähnten Fällen findet das Freistellungsverfahren wie folgt statt:

1° der Betreiber richtet einen begründeten Antrag auf Freistellung an die zuständige Behörde, dem er alle Belege, die er als nützlich betrachtet, beifügt;

2° zur Vermeidung der Unzulässigkeit seines Antrags informiert der Betreiber gleichzeitig die in Art. D.120 vorliegenden Teils erwähnten Personen sowie die in Art. D.131 vorliegenden Teils erwähnten Personen, die bei der zuständigen Behörde eine Aufforderung zum Tätigwerden eingereicht haben; diese Personen können ihre Bemerkungen geltend machen;

3° wenn der Antrag auf Freistellung nicht vollständig ist richtet die zuständige Behörde binnen fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben eine Auflistung der fehlenden Belege an den Antragsteller, wobei sie ihm mitteilt, dass das Verfahren beim Eingang dieser fehlenden Belege wieder von Neuem anfängt;

4° wenn der Antrag vollständig ist oder gebührend vervollständigt worden ist, stellt die zuständige Behörde binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang des Antrags oder der angeforderten Belege dem Antragsteller ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben zu, in dem sie die Vollständigkeit des Antrags bestätigt;

5° die zuständige Behörde fasst einen begründeten Beschluss, in dem sie die Gründe angibt, weswegen sie erachtet, dass die Freistellungsbedingungen erfüllt bzw. nicht erfüllt sind;

6° die zuständige Behörde stellt ihren Beschluss binnen neunzig Tagen ab der unter 4° erwähnten Mitteilung der Vollständigkeit des Antrags dem Betreiber und gegebenenfalls den unter 2° erwähnten Personen zu. Mangels dessen kann der Betreiber eine Aufforderung zur Beschlussfassung richten. Wenn die zuständige Behörde ihren Beschluss über den Freistellungsantrag binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der Aufforderung nicht zustellt, gilt der Antrag als abgelehnt;

7° im Schreiben zur Mitteilung des Beschlusses werden die möglichen Beschwerdewege angegeben, sowie die Fristen, binnen denen diese Beschwerden einzureichen sind;

*Artikel D.129* - Jeder Betreiber, der der Ansicht ist, dass sein Rückzahlungsantrag im Sinne von Artikel D.126 oder Freistellungsantrag im Sinne von Artikel D.128 unbeachtet geblieben, missbräuchlicher- oder unberechtigterweise, ganz oder teilweise, abgelehnt, unzureichend in Betracht gezogen oder nicht gemäß dem vorliegenden Titel bearbeitet worden ist, kann bei der Wallonischen Regierung Einspruch einlegen.

Zur Vermeidung der Unzulässigkeit wird dieser Einspruch innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Eingang der Zustellung des Beschlusses der zuständigen Behörde oder, wenn kein Beschluss vorliegt, innerhalb zehn Tagen nach dem Ablauf der in Artikeln D.127 und D.128 vorgeschriebenen Fristen, an die Umweltverwaltung gerichtet.

Die Umweltverwaltung verfasst einen Bericht, den sie binnen einer Frist von fünfzig Tagen an die Regierung richtet. Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach dem Eingang des Einspruchs. Am Tag, an dem die Umweltverwaltung den Bericht versendet, informiert sie den Betreiber schriftlich darüber.

Die Regierung richtet ihren Beschluss so schnell wie möglich, spätestens binnen neunzig Tagen, an den Betreiber. Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach dem Eingang des Einspruchs. In dem Beschluss der Regierung werden die Einspruchsmodalitäten erwähnt.

Ist innerhalb der in vorigem Absatz erwähnten Frist kein Beschluss mitgeteilt worden,

1° wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt;

2° und in Ermangelung des Versands des in Artikel D.127 oder D.128 erwähnten Beschlusses und wenn der Bericht in Übereinstimmung mit Absatz 3 versandt worden ist, gilt, dass der Beschluss den Schlussfolgerungen dieses Berichts entspricht. Die Umweltverwaltung richtet den Bericht an den Betreiber.

*Artikel D.130* - Die zuständige Behörde ist befugt, gegen den Betreiber oder gegebenenfalls den Dritten, der den Schaden oder die unmittelbare Gefahr eines Schadens verursacht hat, ein Verfahren zur Kostenerstattung in Bezug auf alle gemäß dieses Teils ergriffenen Maßnahmen binnen fünf Jahren ab dem Zeitpunkt des Abschlusses der Maßnahmen oder ab dem Zeitpunkt der Ermittlung des haftbaren Betreibers oder des betreffenden Dritten einzuleiten, wobei der jeweils spätere Zeitpunkt maßgebend ist.

**Titel IX — Aufforderungen zum Tätigwerden**

*Artikel D.131* - Natürliche oder juristische Personen, die

1° von einem Umweltschaden betroffen oder wahrscheinlich betroffen sind oder

2° ein ausreichendes Interesse an einem umweltbezogenen Entscheidungsverfahren bezüglich des Schadens haben erhalten das Recht, der zuständigen Behörde Bemerkungen zu ihnen bekannten Umweltschäden zu unterbreiten und die zuständige Behörde aufzufordern, gemäß des vorliegenden Teils tätig zu werden.

Es wird davon ausgegangen, dass die Umweltschutzvereinigungen ein ausreichendes Interesse im Sinne von Absatz 1, 1° haben, insofern sie über die Rechtspersönlichkeit verfügen und ihr Gesellschaftszweck den Umweltschutz umfasst. Die Vereinigungen beweisen durch das Vorlegen ihres Tätigkeitsberichts oder sonstiger Belege, dass sie eine tatsächliche Aktivität haben, die ihrem Satzungszweck entspricht.

*Artikel D.132* - Der Aufforderung zum Tätigwerden sind die sachdienlichen Informationen und Daten beizufügen, die im Zusammenhang mit dem betreffenden Umweltschaden unterbreiteten Bemerkungen stützen.

Wird eine Aufforderung zum Tätigwerden so allgemein formuliert, so fordert die zuständige Behörde den Antragsteller so bald wie möglich, spätestens jedoch vor Ablauf der in Artikel D.134, § 1, Absatz 2, 1°, vorgesehenen Frist, auf, diese Aufforderung genauer zu präzisieren, und unterstützt ihn dabei auf angemessene Weise.

Im Falle einer Schädigung des Bodens betrifft die in Artikel D.131 erwähnte Aufforderung zum Tätigwerden nur die Verschmutzungen, die ein erhebliches Risiko einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit darstellen.

*Artikel D.133* - Wenn die Aufforderung zum Tätigwerden und die entsprechenden Bemerkungen einen Umweltschaden glaubhaft erscheinen lassen, prüft die zuständige Behörde die Aufforderung zum Tätigwerden und die beigefügten Bemerkungen. Unter diesen Umständen gibt die zuständige Behörde dem betreffenden Betreiber Gelegenheit, sich zu der Aufforderung zum Tätigwerden und den beigefügten Bemerkungen zu äußern.

*Artikel D.134* - § 1. Die zuständige Behörde bestätigt den Empfang der Aufforderung zum Tätigwerden innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang dieser Aufforderung.

Die zuständige Behörde unterrichtet die in Art. D.131 vorliegenden Teils genannten Personen, die ihr Bemerkungen unterbreitet haben, über ihre Entscheidung, der Aufforderung zum Tätigwerden nachzukommen oder diese zurückzuweisen, und begründet diese Entscheidung, dies

1° so bald wie möglich und spätestens binnen des Monats nach dem Eingang der Aufforderung;

2° oder innerhalb der zwei Monate, die auf den Eingang der Aufforderung folgen, wenn der Umfang oder die Schwierigkeit des gemeldeten Zustands derart sind, dass die unter 1° genannte Frist von einem Monat nicht eingehalten werden kann; in diesem Fall teilt die öffentliche Behörde die Verlängerung der Frist unter Angabe der Gründe für diese Verlängerung so bald wie möglich, in jedem Fall jedoch vor Ablauf der unter 1° erwähnten einmonatigen Frist, mit.

Im Schreiben zur Mitteilung des begründeten Beschlusses der zuständigen Behörde werden die Einspruchsmöglichkeiten sowie die Modalitäten für das Einreichen dieses Einspruchs angegeben.

§ 2. Jeder Antragsteller, der der Ansicht ist, dass seine Aufforderung zum Tätigwerden unbeachtet geblieben, missbräuchlicher- oder unberechtigterweise, ganz oder teilweise, abgelehnt, unzureichend in Betracht gezogen oder nicht gemäß dem vorliegenden Titel bearbeitet worden ist, kann bei der Wallonischen Regierung Einspruch einlegen.

Zur Vermeidung der Unzulässigkeit wird dieser Einspruch innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Eingang der Zustellung des Beschlusses der zuständigen Behörde oder, wenn kein Beschluss vorliegt, innerhalb zehn Tagen nach dem Ablauf der in Artikeln D.127 und D.128 vorgeschriebenen Fristen eingereicht.

Die Wallonische Regierung befindet über den Einspruch, nachdem sie die Stellungnahme der Umweltverwaltung und jeder Person oder Instanz, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet, eingeholt hat. Sie fasst ihren Beschluss so schnell wie möglich und spätestens binnen neunzig Tagen nach Eingang des Einspruchs.

Im Schreiben zur Mitteilung des Beschlusses der Wallonischen Regierung an den Einspruchserheber werden die möglichen Beschwerdewege gegen diesen Beschluss angegeben, sowie die Fristen, binnen denen diese Beschwerden einzureichen sind.

**Titel X — Interregionale und internationale Zusammenarbeit**

*Artikel D.135* - Sind mehrere Mitgliedstaaten oder Regionen, worunter die Wallonische Region, von einem Umweltschaden betroffen oder wahrscheinlich betroffen, so arbeiten die zuständige Behörde und ggf. die Wallonischen Region mit den anderen Staaten oder Regionen zusammen, insbesondere in Form eines angemessenen Informationsaustauschs, um zu gewährleisten, dass Vermeidungs- und erforderlichenfalls Sanierungstätigkeiten hinsichtlich eines solchen Schadens durchgeführt werden.

*Artikel D.136* - Ist ein Umweltschaden unter den in vorigem Artikel erwähnten Umständen eingetreten, so informiert die zuständige Behörde oder ggf. die Wallonische Regierung die Regionen und die Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die möglicherweise betroffen sind, in ausreichendem Umfang.

Gegebenenfalls teilt die zuständige Behörde der Wallonischen Regierung Informationen in ausreichendem Umfang über den Umweltschaden mit.

*Artikel D.137* - Stellt die zuständige Behörde und gegebenenfalls die Wallonische Regierung innerhalb ihrer Grenzen einen Schaden fest, der jedoch nicht innerhalb ihrer Grenzen verursacht wurde, so melden sie dies der betroffenen Region oder dem betroffenen Staat; sie können Empfehlungen für die Durchführung von Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen geben und sich um die Erstattung der ihm im Zusammenhang mit der Durchführung von Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen angefallenen Kosten bemühen. ».

**Art. 3** - Dem dekretalen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches wird eine Anlage I mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„Anlage I: Tätigkeiten im Sinne von Artikel D.95

1. Der Betrieb folgender in Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung einer Umweltgenehmigung unterworfenen Anlagen:

**1. Energiewirtschaft**

1.1. Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von über 50 MW.

1.2. Mineralöl- und Gasraffinerien

1.3. Kokereien

1.4. Kohlevergasungs- und -verflüssigungsanlagen

## 2. Herstellung und Verarbeitung von Metallen

- 2.1. Röst- oder Sinteranlagen für Metallerz einschließlich sulfidischer Erze
- 2.2. Anlagen für die Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzung) einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 t pro Stunde
- 2.3. Anlagen zur Verarbeitung von Eisenmetallen durch
  - a. Warmwalzen mit einer Leistung von mehr als 20 t Rohstahl pro Stunde;
  - b. Schmieden mit Hämmern, deren Schlagenergie 50 Kilojoule pro Hammer überschreitet, bei einer Wärmeleistung von über 20 MW;
  - c. Aufbringen von schmelzflüssigen metallischen Schutzschichten mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 2 t Rohstahl pro Stunde.
- 2.4. Eisenmetallgießereien mit einer Produktionskapazität von über 20 t pro Tag.
- 2.5. Anlagen:
  - a. zur Gewinnung von Nichteisenrohmetallen aus Erzen, Konzentraten oder sekundären Rohstoffen durch metallurgische Verfahren, chemische Verfahren oder elektrolytische Verfahren;
  - b. zum Schmelzen von Nichteisenmetallen einschließlich Legierungen, darunter auch Wiedergewinnungsprodukte (Raffination, Gießen) mit einer Schmelzkapazität von mehr als 4 t pro Tag bei Blei und Kadmium oder 20 t pro Tag bei allen anderen Metallen.
- 2.6. Anlagen zur Oberflächenbehandlung von Metallen und Kunststoffen durch ein elektrolytisches oder chemisches Verfahren, wenn das Volumen der Wirkbäder 30 m<sup>3</sup> übersteigt.

## 3. Mineralverarbeitende Industrie

- 3.1. Anlagen zur Herstellung von Zementklinkern in Drehrohröfen mit einer Produktionskapazität von über 500 t pro Tag oder von Kalk in Drehrohröfen mit einer Produktionskapazität von über 50 t pro Tag oder in anderen Öfen mit einer Produktionskapazität von über 50 t pro Tag.
- 3.2. Anlagen zur Gewinnung von Asbest und zur Herstellung von Erzeugnissen aus Asbest.
- 3.3. Anlagen zur Herstellung von Glas einschließlich Anlagen zur Herstellung von Glasfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 t pro Tag.
- 3.4. Anlagen zum Schmelzen mineralischer Stoffe einschließlich Anlagen zur Herstellung von Mineralfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 t pro Tag.
- 3.5. Anlagen zur Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, und zwar insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan mit einer Produktionskapazität von über 75 t pro Tag und/oder einer Ofenkapazität von über 4 m<sup>3</sup> und einer Besatzdichte von über 300 kg/m<sup>3</sup>.

## 4. Chemische Industrie

Herstellung im Sinne der Kategorien von Tätigkeiten des Abschnitts 4 bedeutet die Herstellung der in den Nummern 4.1 bis 4.6 genannten Stoffe oder Stoffgruppen durch chemische Umwandlung im industriellen Umfang.

- 4.1. Chemieanlagen zur Herstellung von organischen Grundchemikalien wie:
  - a. einfachen Kohlenwasserstoffen (lineare oder ringförmige, gesättigte oder ungesättigte, aliphatische oder aromatische);
  - b. sauerstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Alkohole, Aldehyde, Ketone, Carbonsäuren, Ester, Acetate, Ether, Peroxide, Epoxide;
  - c. schwefelhaltigen Kohlenwasserstoffen;
  - d. stickstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Amine, Amide, Nitroso-, Nitro- oder Nitratverbindungen, Nitrile, Cyanate, Isocyanate;
  - e. phosphorhaltigen Kohlenwasserstoffen;
  - f. halogenhaltigen Kohlenwasserstoffen;
  - g. metallorganischen Verbindungen;
  - h. Basiskunststoffen (Polymeren, Chemiefasern, Fasern auf Zellstoffbasis);
  - i. synthetische Kautschuken;
  - j. Farbstoffen und Pigmenten;
  - k. Tensiden.
- 4.2. Chemieanlagen zur Herstellung von anorganischen Grundchemikalien wie
  - a. von Gasen wie Ammoniak, Chlor und Chlorwasserstoff, Fluor und Fluorwasserstoff, Kohlenstoffoxiden, Schwefelverbindungen, Stickstoffoxiden, Wasserstoff, Schwefeldioxid, Phosgen
  - b. von Säuren wie Chromsäure, Flußsäure, Phosphorsäure, Salpetersäure, Salzsäure, Schwefelsäure, Oleum, schwefelige Säuren
  - c. von Basen wie Ammoniumhydroxid, Kaliumhydroxid, Natriumhydroxid
  - d. von Salzen wie Ammoniumchlorid, Kaliumchlorat, Kaliumkarbonat, Natriumkarbonat, Perborat, Silbernitrat
  - e. von Nichtmetallen, Metalloxiden oder sonstigen anorganischen Verbindungen wie Kalziumkarbid, Silicium, Siliciumkarbid
- 4.3. Chemieanlagen zur Herstellung von phosphor-, stickstoff- oder kaliumhaltigen Düngemitteln (Einnährstoff- oder Mehrnährstoffdünger)
- 4.4. Chemieanlagen zur Herstellung von Ausgangsstoffen für Pflanzenschutzmittel und von Bioziden
- 4.5. Anlagen zur Herstellung von Grundarzneimitteln unter Verwendung eines chemischen oder biologischen Verfahrens
- 4.6. Chemieanlagen zur Herstellung von Explosivstoffen

**5. Abfallbehandlung**

Unbeschadet des obenstehenden Punktes 2:

5.1. Anlagen zur Beseitigung oder Verwertung von gefährlichen Abfällen.

5.2. Anlagen zur Verbrennung von häuslichen Abfällen mit einer Kapazität von über 3 Tonnen pro Stunde.

5.3. Anlagen zur Beseitigung von ungefährlichen Abfällen mit einer Kapazität von über 50 Tonnen pro Tag.

5.4. Deponien einer Aufnahmekapazität von über 10 t pro Tag oder einer Gesamtkapazität von über 25 000 t, mit Ausnahme der Deponien für Inertabfälle

**6. Sonstige Tätigkeiten**

6.1. Industrieanlagen zur Herstellung von:

a. Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen;

b. Papier und Pappe, deren Produktionskapazität 20 t pro Tag übersteigt.

6.2. Anlagen zur Vorbehandlung (Waschen, Bleichen, Mercerisieren) oder zum Färben von Fasern oder Textilien, deren Verarbeitungskapazität 10 t pro Tag übersteigt

6.3. Anlagen zum Gerben von Häuten oder Fellen mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 12 t Fertigerzeugnissen pro Tag

6.4. a. Anlagen zum Schlachten mit einer Schlachtkapazität (Tierkörper) von mehr als 50 Tonnen pro Tag.

b. Behandlungs- und Verarbeitungsanlagen zur Herstellung von Nahrungsmittelerzeugnissen aus

oder:

- tierischen Rohstoffen (mit Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 t Fertigerzeugnissen pro Tag;

- pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 t Fertigerzeugnissen pro Tag (Vierteljahresdurchschnittswert).

c. Anlagen zur Behandlung und Verarbeitung von Milch, wenn die eingehende Milchmenge 200 t pro Tag übersteigt (Jahresdurchschnittswert)

6.5. Anlagen zur Beseitigung oder Verwertung von Tierkörpern und tierischen Abfällen mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 10 t pro Tag

6.6. Anlagen zur Intensivhaltung oder -aufzucht von Geflügel oder Schweinen mit mehr als

a. 40 000 Plätzen für Geflügel;

b. 2 000 Plätzen für Mastschweine (Schweine über 30 kg) oder

c. 750 Plätzen für Säue.

6.7. Anlagen zur Behandlung von Oberflächen von Stoffen, Gegenständen oder Erzeugnissen unter Verwendung von organischen Lösungsmitteln, insbesondere zum Appretieren, Bedrucken, Beschichten, Entfetten, Imprägnieren, Kleben, Lackieren, Reinigen oder Tränken, mit einer Verbrauchskapazität von mehr als 150 kg Lösungsmitteln pro Stunde oder von mehr als 200 t pro Jahr.

6.8. Anlagen zur Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren.

Die Anlagen oder Teile von Anlagen, die für die Erforschung, die Entwicklung oder die Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden, sind durch die vorliegende Anlage nicht betroffen.

2. Die Vorgänge zur Behandlung der Abfälle, insbesondere die Sammlung, die Verwertung und Beseitigung der Abfälle und gefährlichen Abfälle, einschließlich die Überwachung dieser Vorgänge sowie der Überwachung der Deponien nach deren Schließung, wofür eine Genehmigung, Umweltgenehmigung oder Registrierung erforderlich ist. Diese Tätigkeiten umfassen unter anderem den Betrieb von technischen Vergrabungszentren und von Verbrennungsanlagen.

3. Jede Ableitung in Oberflächenbinnengewässer, die einer Umweltgenehmigung unterliegt.

4. Die Ableitung oder Einführung von Schadstoffen oder gefährlichen Stoffen in einer Umweltgenehmigung unterliegende Oberflächen- oder Grundgewässer.

5. Die Gewinnung und Aufstauung von Wasser, wenn diese Tätigkeiten einer Umweltgenehmigung unterliegen.

6. Die Herstellung, Benutzung, Lagerung, Behandlung, Verpackung, Ableitung in die Umwelt und Beförderung vor Ort von:

a. gefährlichen Stoffen im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe;

b. gefährlichen Zubereitungen im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe;

c. Pflanzenschutzmitteln im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Vermarktung von Pflanzenschutzmitteln;

d. Biozid-Produkten im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Vermarktung von Biozid-Produkten.

7. Die Beförderung gefährlicher oder umweltschädlicher Güter auf der Straße, auf der Schiene, auf Binnengewässern, auf See oder in der Luft im Sinne der Regelungsbestimmungen über den Gefahrguttransport auf der Straße oder auf der Schiene oder die Mindestanforderungen an Schiffe, die Seehäfen der Gemeinschaft anlaufen oder aus ihnen auslaufen und gefährliche oder umweltschädliche Güter befördern

8. Der Betrieb von Anlagen, die einer Genehmigung unterliegen kraft der Regelungsbestimmungen über die Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen was die Ausstöße in die Luft irgendeines der Schadstoffe betrifft, die durch diese Regelungsbestimmungen gedeckt sind.

9. Jegliche Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen, einschließlich des Transports solcher Organismen im Sinne der Regelungsbestimmungen über die Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen.

10. Die grenzüberschreitende Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Union, die kraft der Regelungsbestimmungen über die Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft einer vorherigen Genehmigung unterworfen oder untersagt ist.

11. Die Behandlung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie in Übereinstimmung mit der Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie.»

**Art. 4** - In Artikel *1bis*, 5°, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird der Wortlaut "innerhalb des europäischen Gebiets der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften" durch den Wortlaut "innerhalb des natürlichen Verbreitungsgebiets des betreffenden Lebensraums im europäischen Gebiet der Mitgliedstaaten, für das der Vertrag Geltung hat, innerhalb des Hoheitsgebiets der Wallonischen Region oder innerhalb des natürlichen Verbreitungsgebiets des betreffenden Lebensraums" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel *1bis*, 9°, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird der Wortlaut "innerhalb des europäischen Gebiets der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften" durch den Wortlaut "innerhalb des natürlichen Verbreitungsgebiets des betreffenden Lebensraums im europäischen Gebiet der Mitgliedstaaten, für das der Vertrag Geltung hat, innerhalb des Hoheitsgebiets der Wallonischen Region oder innerhalb des natürlichen Verbreitungsgebiets des betreffenden Lebensraums" ersetzt.

**Art. 6** - Das vorliegende Dekret ist am von der Regierung festgelegten Datum auf den Betrieb der in Punkt 11 der Anlage I zum dekretalen Teil des Buchs I des Umweltgesetzbuches genannten Tätigkeit anwendbar.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. November 2007

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen

Frau M.-D. SIMONET

Der Ministerin der Ausbildung

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit

P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Sitzung 2006-2007.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments* 646 (2007-2008). Nr. 1, *1bis* und 2.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 21. November 2007

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4812

[2007/203559]

#### 22 NOVEMBER 2007. — Decreet tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt de omzetting van Richtlijn 2004/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade.

**Art 2.** In Boek I van het Milieuwetboek wordt een deel VII ingevoegd, luidend als volgt :

"DEEL VII — Milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade

#### Titel I — Doelstellingen

*Artikel D.93.* - Dit deel heeft ten doel een kader voor milieuaansprakelijkheid vast te stellen, op basis van het beginsel dat de vervuiler betaalt, voor het voorkomen en herstellen van milieuschade.

#### Titel II — Definities

*Artikel D.94.* - In dit deel wordt verstaan onder :

1° "milieuschade" :

*a.* schade aan beschermde soorten en natuurlijke habitats, dat wil zeggen elke vorm van schade die aanmerkelijke negatieve effecten heeft op het bereiken of handhaven van de gunstige staat van instandhouding van deze soorten of habitats. Of schade aanmerkelijk is, wordt bepaald aan de hand van de referentietoestand, rekening houdend met de criteria van artikel D.104.

Schade aan beschermde soorten en natuurlijke habitats omvat niet de vooraf vastgestelde negatieve effecten van handelingen van een exploitant waarvoor de betrokken instanties uitdrukkelijk toestemming hebben gegeven in overeenstemming met de artikelen 5, §§ 1 tot 3, *5bis* en 29, § 2, eerste lid tot vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of met de artikelen *1ter*, derde lid, en 7, § 1, van de jachtwet van 28 februari 1882;

b. schade aan wateren, dat wil zeggen elke vorm van schade die een aanmerkelijke negatieve invloed heeft op de ecologische, chemische en/of kwantitatieve toestand en/of het ecologisch potentieel, als omschreven in artikel D.2, 47° tot 50° en 68°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, met uitzondering van de negatieve effecten waarop artikel D.22, § 9, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, van toepassing is;

c. bodemschade, dat wil zeggen elke vorm van bodemverontreiniging die een aanmerkelijk risico inhoudt voor negatieve effecten op de menselijke gezondheid, waarbij direct of indirect op, in of onder de bodem, stoffen, preparaten, organismen of micro-organismen aangebracht zijn;

2° "schade": een meetbare negatieve verandering in de natuurlijke rijkdommen of een meetbare aantasting van een ecosysteemfunctie, die direct of indirect optreedt;

3° "beschermde soorten en natuurlijke habitats":

a. de soorten genoemd in de artikelen *1bis*, 7° en 8°, 2, § 1<sup>er</sup>, *2bis*, § 1, 3, § 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

b. de habitats van de soorten genoemd in de artikelen *1bis*, 7° en 8°, 2, § 1, *2bis*, § 1, 3, § 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de natuurlijke habitats genoemd in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de natuurlijke habitats die overeenkomstig artikel 25, § 1 en 2, eerste lid, van dezelfde wet, worden bepaald;

4° "staat van instandhouding":

a. "staat van instandhouding van een natuurlijke habitat": de staat van instandhouding van die habitat zoals omschreven in artikel *1bis*, 5°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De staat van instandhouding van een natuurlijke habitat wordt als "gunstig" beschouwd overeenkomstig de voorwaarden bepaald door artikel *1bis*, 6°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

b. "staat van instandhouding van een soort": de staat van instandhouding van die soort zoals omschreven in artikel *1bis*, 9°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. De staat van instandhouding van een soort wordt als "gunstig" beschouwd overeenkomstig de voorwaarden bepaald door artikel *1bis*, 10°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

5° "wateren": alle wateren omschreven in artikel D.2, 30°, 31°, 33°, 34° en 36° tot 38°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

6° "exploitant": particuliere of openbare natuurlijke persoon of rechtspersoon die de beroepsactiviteit verricht of regelt, of aan wie een doorslaggevende economische zeggenschap over het technisch functioneren van een dergelijke activiteit is overgedragen, met inbegrip van de houder van een vergunning of toelating voor het verrichten van een dergelijke activiteit of de persoon die een dergelijke activiteit laat registreren of er kennisgeving van doet;

7° "beroepsactiviteit": een in het kader van een economische activiteit, een bedrijf of een onderneming verrichte activiteit, ongeacht het particuliere, openbare, winstgevende of niet-winstgevende karakter daarvan;

8° "emissie": het als gevolg van menselijke activiteiten in het milieu brengen van stoffen, producten, afval, preparaten, chemische verbindingen, organismen of micro-organismen;

9° "onmiddellijke dreiging van schade": een voldoende waarschijnlijkheid dat zich in de nabije toekomst milieuschade zal voordoen;

10° "preventieve maatregelen": maatregelen naar aanleiding van een gebeurtenis, handeling of nalatigheid waardoor een onmiddellijke dreiging van milieuschade is ontstaan, teneinde die schade te voorkomen of tot een minimum te beperken;

11° "herstelmaatregelen": maatregel of combinatie van maatregelen, met inbegrip van inperkende of tussentijdse maatregelen, gericht op herstel, rehabilitatie of vervanging van de aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties, of op het verschaffen van een gelijkwaardig alternatief voor rijkdommen of functies;

12° "primaire herstel": herstelmaatregelen waardoor aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties tot de referentietoestand worden teruggebracht;

13° "complementair herstel": herstelmaatregelen met betrekking tot natuurlijke rijkdommen en/of ecosystemen ter compensatie van het feit dat primair herstel niet tot volledig herstel van de aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties leidt;

14° "compenserend herstel": maatregelen ter compensatie van tussentijdse verliezen van natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties die zich voordoen tussen het tijdstip waarop de schade ontstaat en het tijdstip waarop het primair herstel zijn volledige uitwerking heeft bereikt;

15° "tussentijdse verliezen": verliezen die het gevolg zijn van het feit dat de aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of functies van natuurlijke rijkdommen hun ecologische functies niet kunnen vervullen of geen functies kunnen vervullen voor andere natuurlijke rijkdommen of het publiek totdat de primaire of complementaire maatregelen hun uitwerking hebben bereikt. Dit bestaat niet uit financiële compensatie voor het publiek;

16° "natuurlijke rijkdommen": beschermde soorten en natuurlijke habitats, water en bodem;

17° "functies en ecosysteemfuncties": de functies die natuurlijke rijkdommen vervullen ten behoeve van andere natuurlijke rijkdommen of het publiek;

18° "referentietoestand": de toestand waarin de natuurlijke rijkdommen en ecosysteemfuncties zich ten tijde van de schade zouden hebben bevonden indien zich geen milieuschade had voorgedaan, gereconstrueerd aan de hand van de beste beschikbare informatie;

19° "regeneratie", met inbegrip van "natuurlijke regeneratie": in het geval van schaden betreffende water, beschermde soorten en natuurlijke habitats, de terugkeer van aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties tot de referentietoestand, en bij bodemschade, het verdwijnen van een aanmerkelijk gevaar van een nadelig effect op de menselijke gezondheid;

20° "natuurlijke regeneratie": regeneratie die geen rechtstreekse ingreep van de mens in het regeneratieproces inhoudt;

21° "kosten": de kosten die verantwoord zijn in het licht van de noodzaak een juiste en doeltreffende toepassing van deze richtlijn te garanderen, met inbegrip van ramingskosten van milieuschade, onmiddellijke dreiging van zulke schade en alternatieve maatregelen, alsook de administratieve, juridische en handhavingskosten, de kosten van het vergaren van gegevens en andere algemene kosten, en de kosten in verband met monitoring en toezicht;

22° "bevoegde instantie": de milieuadministratie, met name de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn gemachtigde(n).

**Titel III — Toepassingsveld**

*Artikel D.95.* - Dit deel is van toepassing op :

1° milieuschade die wordt veroorzaakt door enige beroepsactiviteit, genoemd in bijlage I, alsook op een onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat als gevolg van een van die activiteiten;

2° schade aan beschermde soorten en natuurlijke habitats die wordt veroorzaakt door enige andere beroepsactiviteit dan de in bijlage I genoemde, alsook op een onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat als gevolg van een van die activiteiten indien de exploitant schuld of nalatigheid kan worden verweten.

*Artikel D.96.* - Dit deel is van toepassing onverminderd strengere bepalingen met betrekking tot de uitvoering van enige binnen de werkingssfeer van dit deel vallende activiteit.

*Artikel D.97.* - Onder voorbehoud van de toepassing van de op dat vlak relevante bepalingen, geeft dit deel particulieren geen recht op schadevergoeding vanwege milieuschade of een onmiddellijke dreiging van dergelijke schade.

**Titel IV — Uitzonderingen**

*Artikel D.98.* - Deze richtlijn is niet van toepassing op milieuschade of een onmiddellijke dreiging van dergelijke schade ten gevolge van :

1° een oorlogshandeling, vijandelikheden, burgeroorlog of oproer;

2° een natuurverschijnsel dat uitzonderlijk, onontkoombaar en onafwendbaar is.

*Artikel D.99.* - Deze richtlijn is niet van toepassing op milieuschade of een onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat ten gevolge van een incident waarvoor de aansprakelijkheid of schadevergoeding binnen de werkingssfeer valt :

1° van het Internationaal Verdrag van 27 november 1992 inzake de wettelijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie;

2° van het Internationaal Verdrag van 27 november 1992 tot oprichting van een internationaal fonds voor vergoeding van schade door verontreiniging door olie.

Dit deel doet bovendien geen afbreuk aan het recht van de exploitant om zijn aansprakelijkheid te beperken overeenkomstig de bepalingen van Boek II van het Wetboek van Koophandel ter uitvoering van het Verdrag inzake beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen (LLMC) van 1976.

*Artikel D.100.* - Deze richtlijn is niet van toepassing op nucleaire risico's en milieuschade of de onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat als gevolg van activiteiten waarop het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie van toepassing is, of als gevolg van een incident of activiteit waarvoor de aansprakelijkheid of schadevergoeding binnen de werkingssfeer valt :

1° van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie alsook het Verdrag van Brussel van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs;

2° van het Verdrag van Wenen van 21 mei 1963 inzake wettelijke aansprakelijkheid voor kernschade;

3° van het Verdrag van 12 september 1997 inzake aanvullende vergoeding voor kernschade;

4° van het Gezamenlijk Protocol van 21 september 1988 betreffende de toepassing van het Verdrag van Wenen en het Verdrag van Parijs;

5° van de Overeenkomst van Brussel van 17 december 1971 inzake de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van het zeevervoer van nucleaire stoffen.

*Artikel D.101.* - Dit deel richtlijn is alleen van toepassing op milieuschade of op een onmiddellijke dreiging van dergelijke schade als gevolg van diffuse verontreiniging waarbij een oorzakelijk verband kan worden gelegd tussen de schade en de activiteiten van individuele exploitanten.

*Artikel D.102.* - Dit deel is niet van toepassing op activiteiten die hoofdzakelijk de internationale veiligheid dienen, en evenmin op activiteiten die uitsluitend tot doel hebben bescherming te bieden tegen natuurrampen.

*Artikel D.103.* - Dit deel is van toepassing op :

1° schade, veroorzaakt door een emissie, een gebeurtenis of een incident die/dat heeft plaatsgevonden vóór 30 april 2007;

2° schade, veroorzaakt door een emissie, een gebeurtenis of een incident die/dat heeft plaatsgevonden na 30 april 2007, indien de schade het gevolg is van een specifieke activiteit die heeft plaatsgevonden en beëindigd is voor die datum;

3° schade, indien het meer dan 30 jaar geleden is dat de emissie, de gebeurtenis of het incident die/dat tot schade heeft geleid, heeft plaatsgevonden.

**Titel V — EVALUATIE EN HERSTELLEN VAN MILIEUSCHADE****HOOFDSTUK I — Evaluatie van de omvang van de milieuschade aan soorten en habitats**

*Artikel D.104.* - Of schade die negatieve effecten heeft op het bereiken of handhaven van de gunstige staat van instandhouding van soorten of natuurlijke habitats, aanmerkelijk is, wordt bepaald aan de hand van de staat van instandhouding op het moment waarop de schade zich heeft voorgedaan, van de functies als gevolg van hun belevingswaarde, en van hun capaciteit voor natuurlijke regeneratie. Of de referentietoestand aanmerkelijke negatieve wijzigingen heeft ondergaan, wordt bepaald aan de hand van meetbare gegevens als :

1° het aantal exemplaren, de populatiedichtheid of de ingenomen oppervlakte;

2° de rol van de afzonderlijke exemplaren of van de beschadigde oppervlakte in verhouding tot de soorten of de instandhouding van de habitat, de zeldzaamheid van de soort of habitat (vastgesteld op plaatselijk, regionaal, nationaal of hoger niveau, met inbegrip van communautair niveau);

3° het voortplantingsvermogen van de soort (volgens de voor die soort of populatie specifieke dynamiek), de levensvatbaarheid ervan of het natuurlijk regeneratievermogen van de habitat (volgens de dynamiek die specifiek is voor de karakteristieke soort van die habitat of de populaties van die soort);



4° het vermogen van de soort of habitat om zich, nadat schade is opgetreden, binnen een korte periode en zonder ander ingrijpen dan het instellen van striktere beschermingsmaatregelen te herstellen tot een toestand die uitsluitend op basis van de dynamiek van de soort of habitat leidt tot een toestand die gelijkwaardig of beter wordt geacht dan de referentietoestand.

Schade waarvan bewezen is dat die effecten heeft op de menselijke gezondheid, moet worden beschouwd als aanmerkelijke schade.

Worden niet als aanmerkelijke schade beschouwd :

1° negatieve schommelingen die kleiner zijn dan de normale gemiddelde schommelingen voor een bepaalde soort of habitat;

2° negatieve schommelingen als gevolg van natuurlijke oorzaken of als gevolg van ingrijpen in verband met het normale beheer van gebieden, zoals vastgelegd in habitatdossiers of in documenten waarin de doelen zijn uiteengezet, of zoals voordien uitgeoefend door eigenaars of exploitanten;

3° schade aan soorten of habitats waarvan bekend is dat zij zich binnen een korte periode en zonder ingrijpen herstellen ofwel tot de referentietoestand ofwel tot een toestand die uitsluitend op basis van de dynamiek van de soort of habitat leidt tot een toestand die gelijkwaardig of beter wordt geacht dan de referentietoestand.

## HOOFDSTUK II. — *Herstellen van schade*

### *Afdeling I. — Beginselen*

*Artikel D.105.* - Herstel van milieuschade aan wateren en aan beschermde soorten of natuurlijke habitats wordt bereikt door het milieu tot zijn referentietoestand terug te brengen middels primair, complementair en compenserend herstel.

Indien primair herstel het milieu niet in zijn referentietoestand herstelt, dan vindt complementair herstel plaats. Daarnaast vindt compenserend herstel plaats om tussentijdse verliezen te compenseren.

Herstel van milieuschade aan wateren, beschermde soorten en natuurlijke habitats houdt ook in dat elk aanmerkelijk risico dat de menselijke gezondheid negatieve effecten ondervindt, wordt weggenomen.

### *Afdeling II. — Herstel doelstellingen*

*Artikel D.106.* - In geval van herstel van milieuschade aan wateren en aan beschermde soorten of natuurlijke habitats heeft het primair herstel tot doel, aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties in hun referentietoestand te herstellen.

Wanneer de aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties niet tot hun referentietoestand terugkeren, worden complementaire herstelmaatregelen genomen. Complementaire herstelmaatregelen hebben tot doel eenzelfde niveau van natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties te scheppen, zo nodig ook op een andere locatie, als het geval zou zijn geweest wanneer de aangetaste locatie in haar referentietoestand hersteld zou zijn. Waar mogelijk en passend moet de andere locatie geografisch verbonden zijn met de aangetaste locatie, rekening houdend met de belangen van de getroffen populatie.

Compenserende herstelmaatregelen worden genomen om tussentijds verlies van de natuurlijke rijkdommen en ecosysteemfuncties te compenseren in afwachting van regeneratie. Deze compensatie houdt in dat op de aangetaste locatie of op een alternatieve locatie aan beschermde natuurlijke habitats en soorten of wateren aanvullende verbeteringen worden aangebracht. Dit bestaat niet uit financiële compensatie voor het publiek.

### *Afdeling III. — Vaststelling van herstelmaatregelen*

*Artikel D.107.* - Er worden primaire herstelmaatregelen overwogen om de natuurlijke rijkdommen en ecosysteemfuncties op directe en versnelde wijze, of door natuurlijke regeneratie, weer in hun referentietoestand te brengen.

Bij de bepaling van de omvang van complementaire en compenserende herstelmaatregelen wordt eerst een aanpak overwogen die berust op equivalentie van de rijkdommen of functies. In een dergelijke aanpak worden eerst maatregelen overwogen die leiden tot natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties van dezelfde soort, kwaliteit en kwantiteit als die welke zijn aangetast. Indien dit niet mogelijk is, wordt in alternatieve natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties voorzien.

Wanneer deze eerste keuze op basis van equivalentie van de natuurlijke rijkdommen of functies niet mogelijk blijkt, worden alternatieve waardebepalingstechnieken gebruikt. De bevoegde instantie kan de methode, bijvoorbeeld geldelijke waardebepaling, opleggen, teneinde de omvang van de vereiste aanvullende en compenserende herstelmaatregelen vast te stellen. Indien een waardebepaling van de verloren gegane rijkdommen en/of functies mogelijk is, maar een waardebepaling van de vervangende natuurlijke rijkdommen en/of functies niet haalbaar is binnen een redelijke termijn of tegen redelijke kosten, kan de bevoegde instantie kiezen voor herstelmaatregelen waarvan de kosten overeenstemmen met de geraamde geldelijke waarde van de verloren gegane natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties.

De complementaire en compenserende herstelmaatregelen moeten zodanig opgezet zijn dat de extra natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties beantwoorden aan de tijdspreferenties en het tijdschema van de herstelmaatregelen.

*Artikel D.108.* - De redelijke herstelopties moeten met gebruikmaking van de beste beschikbare technieken worden beoordeeld op basis van de volgende criteria :

1° het effect van elke optie op de menselijke gezondheid en de veiligheid;

2° de kosten van de uitvoering van de verschillende opties;

3° de kans op succes van elke optie;

4° de mate waarin elke optie toekomstige schade zal voorkomen en waarin bij de uitvoering van de optie onbedoelde schade kan worden vermeden;

5° de mate waarin elke optie ten goede komt aan de verschillende onderdelen van de relevante natuurlijke rijkdommen en/of functies in kwestie;

6° de mate waarin elke optie rekening houdt met relevante sociale, economische en culturele aandachtspunten en andere relevante plaatsgebonden factoren;

7° de tijd die het zal vergen om de milieuschade effectief te herstellen;

8° de mate waarin elke optie het herstel van de locatie van de milieuschade verwezenlijkt;

9° de geografische relatie met de schadelocatie.

*Artikel D.109.* - Bij de evaluatie van de verschillende herstelopties kan voor primaire herstelmaatregelen worden gekozen die de aangetaste wateren en beschermde soorten of natuurlijke habitats niet volledig terugbrengen tot hun referentietoestand of die de referentietoestand minder snel herstellen. Een dergelijke beslissing mag uitsluitend worden genomen, wanneer de natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties die het voorwerp zijn van deze beslissing, worden gecompenseerd door de complementaire of compenserende maatregelen te versterken en zo een soortgelijk niveau van natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties te scheppen als oorspronkelijk bestond. Deze complementaire herstelmaatregelen worden vastgesteld overeenkomstig de regels van artikel D.107.

*Artikel D.110.* - Niettegenstaande de voorschriften van artikel D.109 kan de bevoegde instantie, in het geval bedoeld in artikel D.119, besluiten dat er geen verdere herstelmaatregelen genomen worden indien :

1° de reeds genomen herstelmaatregelen waarborgen dat er geen aanmerkelijk gevaar meer is voor negatieve effecten op de menselijke gezondheid, de wateren of beschermde soorten en natuurlijke habitats;

2° en de kosten van de te nemen herstelmaatregelen om de referentietoestand of een gelijkwaardig niveau te bereiken, niet in verhouding zouden staan tot de milieuvoordelen die daarmee zouden worden verkregen.

*Artikel D.111.* - In geval van milieuschade aan de bodem moeten de nodige maatregelen worden getroffen om ervoor te zorgen dat ten minste de betrokken verontreinigende stoffen worden verwijderd, gecontroleerd, ingeperkt of verminderd, zodat de verontreinigde bodem, rekening houdend met het huidige of ten tijde van de schade goedgekeurd toekomstige gebruik, niet langer een aanmerkelijk gevaar voor negatieve effecten op de menselijke gezondheid vormt.

De aanwezigheid van dergelijke risico's worden beoordeeld via risicobeoordelingsprocedures waarbij rekening wordt gehouden met de aard en functie van de bodem, de soort en concentratie schadelijke stoffen, preparaten, organismen of micro-organismen, de daarmee samenhangende risico's en de mogelijke verspreiding ervan. Het gebruik wordt vastgesteld op basis van de regelgeving voor het landgebruik, of van eventuele andere regelgeving terzake die van kracht was op het tijdstip dat de schade veroorzaakt is.

Indien het landgebruik wordt gewijzigd, worden alle nodige maatregelen genomen om ieder risico van negatieve effecten op de menselijke gezondheid te voorkomen.

Indien er geen regelgeving voor het landgebruik is, is de aard van het betrokken gebied waar de schade zich heeft voorgedaan, rekening houdend met de verwachte ontwikkeling ervan, bepalend voor het gebruik van dat specifieke gebied.

De optie van natuurlijke regeneratie wordt in overweging genomen.

## **Titel VI — Verplichtingen van de exploitant**

### *HOOFSTUK I — Preventieve acties*

*Artikel D.112.* - De exploitant neemt onverwijld de nodige preventieve maatregelen wanneer zich nog geen milieuschade heeft voorgedaan maar een onmiddellijke dreiging bestaat dat dergelijke schade zal ontstaan.

Wanneer een onmiddellijke dreiging van milieuschade ondanks de door de betrokken exploitant genomen preventieve maatregelen niet verdwijnt, is laatstgenoemde verplicht de bevoegde instantie en het college of de gemeentecolleges van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de preventieve maatregelen moeten toegepast worden zo spoedig mogelijk over alle relevante aspecten van de situatie te informeren.

De bevoegde instantie kan te allen tijde :

1° de exploitant verplichten informatie te verstrekken over een onmiddellijke dreiging van milieuschade of in gevallen waarin zulk een onmiddellijke dreiging vermoed wordt;

2° de exploitant verplichten de vereiste preventieve maatregelen te nemen;

3° de exploitant instructies geven die bij het nemen van de nodige preventieve maatregelen opgevolgd moeten worden.

### *HOOFDSTUK II. — Herstelmaatregelen*

*Artikel D.113.* - In geval van milieuschade stelt de exploitant onverwijld de bevoegde instantie en het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de herstelmaatregelen getroffen zouden moeten worden in kennis van alle relevante aspecten van de situatie. Bovendien treft de exploitant :

1° elke haalbare maatregel om de betrokken verontreinigende stoffen en/of enige andere schadefactoren onmiddellijk onder controle te houden, in te perken, te verwijderen of anderszins te beheersen, teneinde verdere milieuschade en negatieve effecten op de menselijke gezondheid of verdere aantasting van functies te beperken of te voorkomen;

2° en de nodige herstelmaatregelen in overeenstemming met het derde lid.

De bevoegde instantie kan te allen tijde :

1° de exploitant verplichten aanvullende informatie te verstrekken over enige schade die zich heeft voorgedaan;

2° elke haalbare maatregel nemen om de betrokken verontreinigende stoffen en/of enige andere schadefactoren onmiddellijk onder controle te houden, in te perken, te verwijderen of anderszins te beheersen, teneinde verdere milieuschade en negatieve effecten op de menselijke gezondheid of verdere aantasting van functies te beperken of te voorkomen en de instructies geven die bij het nemen van deze maatregelen opgevolgd moeten worden;

3° de exploitant verplichten de nodige herstelmaatregelen te treffen;

4° de exploitant instructies geven die hij bij het nemen van de nodige herstelmaatregelen moet naleven.

De exploitant stelt in overeenstemming met titel V potentiële herstelmaatregelen vast en legt die aan de bevoegde instantie ter goedkeuring voor, tenzij de bevoegde instantie overeenkomstig de artikelen D.117 en D.118, maatregelen heeft genomen.

## **Titel VII. — Opdrachten van de bevoegde instantie**

*Artikel D.114.* - De bevoegde instantie identificeert de exploitant die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt.

*Artikel D.115.* - De beoordeling van de omvang van de schade en de bepaling van welke herstelmaatregelen overeenkomstig titel V van dit deel moeten worden genomen, alsook de beoordeling van de kosten van deze maatregelen berust bij de bevoegde instantie.

Voor de beoordeling van de omvang van de schade en de bepaling van welke herstelmaatregelen overeenkomstig titel V van dit deel moeten worden genomen, kan de bevoegde instantie aan de betrokken exploitant vragen dat hij zelf een beoordeling maakt en alle nodige informatie en gegevens verstrekt.

*Artikel D.116.* - Inzake preventie kan de bevoegde instantie te allen tijde :

- 1° de exploitant verplichten informatie te verstrekken over een onmiddellijke dreiging van milieuschade of in gevallen waarin zulk een onmiddellijke dreiging vermoed wordt;
- 2° de exploitant verplichten de vereiste preventieve maatregelen te nemen;
- 3° de exploitant instructies geven die bij het nemen van de nodige preventieve maatregelen opgevolgd moeten worden;
- 4° of zelf de nodige preventieve maatregelen nemen.

De bevoegde instantie eist dat de preventieve maatregelen door de exploitant worden genomen. Indien een exploitant deze verplichtingen niet nakomt, niet kan worden geïdentificeerd, of uit hoofde van dit deel niet verplicht is de kosten te dragen, kan de bevoegde instantie zelf deze maatregelen nemen.

*Artikel D.117.* - Inzake herstel kan de bevoegde instantie te allen tijde :

- 1° de exploitant verplichten aanvullende informatie te verstrekken over enige schade die zich heeft voorgedaan;
- 2° zelf elke haalbare maatregel nemen om de betrokken verontreinigende stoffen en/of enige andere schadefactoren onmiddellijk onder controle te houden, in te perken, te verwijderen of anderszins te beheersen, teneinde verdere milieuschade en negatieve effecten op de menselijke gezondheid, of verdere aantasting van functies te beperken of te voorkomen, dan wel de exploitant daartoe verplichten of hem daartoe instructies geven;
- 3° de exploitant verplichten de nodige herstelmaatregelen te treffen;
- 4° de exploitant instructies geven die hij bij het nemen van de nodige herstelmaatregelen moet naleven;
- 5° of zelf de nodige herstelmaatregelen treffen.

De bevoegde instantie eist dat de herstelmaatregelen door de exploitant worden genomen. Indien de exploitant de verplichtingen van artikel D.113 van dit deel niet nakomt, niet kan worden geïdentificeerd, of niet verplicht is de kosten uit hoofde van dit deel te dragen, kan de bevoegde instantie, als laatste redmiddel, zelf deze maatregelen nemen.

*Artikel D.118.* - De bevoegde instantie besluit welke herstelmaatregelen in overeenstemming met titel V van dit deel, en zo nodig in samenwerking met de betrokken exploitant, worden uitgevoerd.

*Artikel D.119.* - Wanneer zich meerdere gevallen van milieuschade hebben voorgedaan en de bevoegde instantie er niet voor kan zorgen dat de noodzakelijke herstelmaatregelen gelijktijdig worden genomen, kan de bevoegde instantie bepalen welk geval van milieuschade eerst moet worden hersteld.

Bij het nemen van deze beslissing houdt de bevoegde instantie onder meer rekening met de aard, de omvang en de ernst van de milieuschade en met de mogelijkheid van natuurlijke regeneratie. Er moet ook rekening worden gehouden met gevaar voor de menselijke gezondheid.

*Artikel D.120.* - Vooraleer ze een beslissing neemt waarin deze titel voorziet, verzoekt de bevoegde instantie de in artikel D.131 bedoelde personen op wier aanvraag zij is tussengekomen, de personen op wier terrein herstelmaatregelen worden getroffen, alsook het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het terrein gelegen is opmerkingen in te dienen en houdt ze rekening met die opmerkingen. Deze opmerkingen worden aan de bevoegde instantie gericht binnen twintig dagen na het sturen van het schrijven van de bevoegde instantie. In geval van nood kan de bevoegde instantie deze termijn inkorten.

De bevoegde instantie kan de uitvoering van de noodzakelijke preventieve maatregelen of herstelmaatregelen van ambtswege aan personen of derden delegeren of opdragen.

In geval van nood kan de bevoegde instantie elke persoon aanwijzen om de noodzakelijke preventieve maatregelen of herstelmaatregelen die zij bepaalt uit te voeren. De aangewezen derde maakt een stand op van de erelonen en uitgaven i.v.m. de vordering en richt ze aan de bevoegde instantie die ze zo spoedig mogelijk betaalt tenzij de derde voor de schade verantwoordelijk is.

De kosten i.v.m. de uitvoering van de vordering worden ten laste genomen door de bevoegde instantie, onverminderd de regresvorderingen van de instantie ten aanzien van de verantwoordelijke exploitant.

*Artikel D.121.* - Elke overeenkomstig dit deel genomen beslissing waarbij het treffen van preventieve maatregelen of herstelmaatregelen wordt opgelegd vermeldt de precieze gronden waarop ze berust.

Een dergelijke beslissing wordt onverwijld betekend aan betrokken exploitant, aan wie terzelfder tijd kennis wordt gegeven van de rechtsmiddelen en de desbetreffende termijnen waarover hij beschikt.

#### **Titel VIII. — Kosten van preventie en herstel**

*Artikel D.122.* - De exploitant draagt de volledige kosten voor de overeenkomstig dit deel genomen preventieve maatregelen en herstelmaatregelen.

*Artikel D.123.* - § 1. Onverminderd de leden D.126 en D.128 van dit deel verhaalt de bevoegde instantie de kosten die zij in samenhang met het nemen van preventieve maatregelen of herstelmaatregelen uit hoofde van dit deel heeft gemaakt op de exploitant die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt.

§ 2. Als de bevoegde instantie beslist om, ter uitvoering van titel VII van dit deel, zelf preventieve maatregelen of herstelmaatregelen te nemen kan zij van de exploitant die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt, eisen dat hij een zakelijke zekerheid of een ander geschikte waarborg verstrekt.

De volgende financiële zekerheden, afzonderlijk of op gecombineerde wijze gesteld, worden als geschikt beschouwd :

1° een onherroepelijke zekerheid verleend door een financiële instelling op grond waarvan deze instelling op gewoon verzoek van de bevoegde instantie de door haar voorgelegde facturen betreffende de preventieve maatregelen of herstelmaatregelen dient te betalen en dit, ten gevolge van de kennisgeving bij aangetekend schrijven vanwege de bevoegde instantie, gericht aan de financiële instelling, van het feit dat de exploitant zijn verplichtingen om de voorgeschoten kosten terug te betalen niet of slechts gedeeltelijk nakomt, overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel alsook artikel D.122 van dit deel;

2° een bedrag gestort op de rekening van de Deposito- en consignatiekas ter uitvoering van een overeenkomst gesloten tussen de bevoegde instantie en de exploitant, op grond waarvan de Deposito- en consignatiekas aan de bevoegde instantie op haar gewoon verzoek de facturen terugbetaalt i.v.m. de uitvoering van de preventieve maatregelen of herstelmaatregelen en, aan de exploitant, het saldo alsook, in voorkomend geval, de interesten ten gevolge van de betaling van voornoemde facturen;

3° een borgtocht;

4° een hypotheek.

De financiële zekerheid dekt de kosten van de preventieve maatregelen of herstelmaatregelen zoals die door de bevoegde overheid werden geraamd overeenkomstig artikel D.119. Het bedrag dat van de borg kan worden opgeëist, voor zover het over een andere persoon dan de exploitant gaat, is niet hoger dan het bedrag dat overeenkomstig artikel D.115 van dit deel door de instantie is geschat.

Als de totale kost van de preventieve maatregelen of herstelmaatregelen het bedrag van de zekerheid overschrijdt, draagt de exploitant het verschil.

*Artikel D.124.* - De bevoegde instantie verwittigt de persoon of personen die een borgtocht of financiële zekerheid moeten stellen bij aangetekend schrijven en wijst ze op het bedrag en de mogelijke wijzen van betaling.

Indien geen zekerheid gesteld wordt binnen de termijn opgelegd door de bevoegde overheid, laat laatstgenoemde hen een dwangbevel betekenen binnen de vierentwintig uur, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het stellen van een zekerheid met een onvoldoende bedrag, ten gevolge van de betekening van een dwangbevel, belet het instellen van vervolgingen niet.

Na afloop van de termijn van het dwangbevel kan de bevoegde overheid tot beslag overgaan op de wijze vastgelegd bij het Gerechtelijk Wetboek en bestemt ze het in beslag genomen goed voor het stellen van de zekerheid.

*Artikel D.125.* - In voorkomend geval heeft de bevoegde instantie de mogelijkheid om de naleving van de verplichtingen ingesteld bij of krachtens dit deel voor de bevoegde rechtbank te laten vervolgen, ten laste van de aan verplichtingen onderworpen exploitant.

De rechter veroordeelt de aan verplichtingen onderworpen exploitant op verzoek van de bevoegde instantie tot de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in titel VI.

In voorkomend geval veroordeelt hij de exploitant op verzoek van de bevoegde overheid tot het betalen van de borgtocht of zekerheid bedoeld in artikel D.123 van dit deel.

Wanneer de verhaalkosten groter zijn dan het terug te vorderen bedrag of wanneer niet kan worden vastgesteld wie de exploitant is, kan de bevoegde instantie evenwel beslissen af te zien van verhaal.

*Artikel D.126.* - Een exploitant is niet verplicht de kosten te dragen van de preventieve maatregelen of herstelmaatregelen die overeenkomstig dit deel worden genomen indien hij kan bewijzen dat de milieuschade of de onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat :

1° veroorzaakt is door een derde ondanks het nemen van passende veiligheidsmaatregelen;

2° het gevolg is van de opvolging van een dwingende opdracht of instructie van een overheidsinstantie, tenzij het een opdracht of instructie betreft naar aanleiding van een emissie of incident veroorzaakt door activiteiten van de exploitant zelf.

*Artikel D.127.* - In de gevallen bedoeld in artikel D.126 van dit deel kan de exploitant de gemaakte kosten terugbetaald krijgen volgensonderstaande procedure :

1° de exploitant richt een gemotiveerd terugbetalingsverzoek aan de bevoegde instantie samen met elk door hem nuttig geacht verantwoordingsdocument;

2° op straffe van onontvankelijkheid van zijn verzoek, geeft de exploitant tegelijkertijd kennis daarvan aan de in artikel D.120 en in artikel D.131 van dit deel bedoelde personen die een verzoek tot het nemen van maatregelen bij de bevoegde instantie hebben ingediend;

3° als het terugbetalingsverzoek onvolledig is, richt de bevoegde instantie binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvraag een lijst van de ontbrekende verantwoordingsdocumenten bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager en vermeldt ze dat de procedure hervat wordt zodra ze in ontvangst genomen worden;

4° als de aanvraag tot terugbetaling volledig of behoorlijk ingevuld is, geeft de bevoegde instantie de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven kennis van de volledigheid van het dossier binnen twintig dagen na ontvangst van het verzoek of van de opgeëiste verantwoordingsdocumenten;

5° de exploitant en de personen bedoeld in 2° worden door de bevoegde instantie gehoord;

6° de bevoegde instantie neemt een met redenen omklede beslissing; zij vermeldt in voorkomend geval de redenen waarom ze van mening is dat de door de exploitant uitgevoerde of in uitvoering zijnde preventieve maatregelen of herstelmaatregelen in vergelijking met de doelstellingen van dit deel geschikt zijn;

7° de bevoegde instantie geeft de exploitant en, in voorkomend geval, de personen bedoeld in 2° kennis van haar beslissing binnen negentig dagen te rekenen van de kennisgeving van de volledigheid van de aanvraag bedoeld in 4°. Bij gebreke daarvan kan de exploitant een ingebrekestelling te beslissen verzenden; indien de bevoegde instantie niet kennis geeft van haar beslissing m.b.t. het terugbetalingsverzoek binnen dertig dagen na ontvangst van de ingebrekestelling, wordt het verzoek geacht verworpen te zijn;

8° de kennisgeving van de beslissing vermeldt de mogelijke beroepsmiddelen alsook de termijnen waarbinnen deze beroepen moeten ingediend worden;

9° in het geval bedoeld in artikel D.126, 1°, van dit deel blijft de bevoegde instantie de aan de exploitant terugbetaalde bedragen vorderen ten laste van de derde die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt, tenzij de verhaalkosten groter zijn dan het terug te vorderen bedrag of wanneer niet kan worden vastgesteld wie de verantwoordelijke derde is.

*Artikel D.128.* - De exploitant is niet verplicht de kosten te dragen van de herstelmaatregelen die uit hoofde van deze richtlijn worden genomen, indien hij bewijst dat hij niet in gebreke of nalatig is geweest en de milieuschade is veroorzaakt door :

1° een emissie of gebeurtenis die uitdrukkelijk is toegelaten en die geheel voldoet aan de voorwaarden i.v.m. een toestemming of vergunning die van toepassing is op de datum van de emissie of gebeurtenis en die verleend is overeenkomstig een regelgeving bedoeld in bijlage I bij het decreetgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek;

2° een emissie of een activiteit of alle manieren waarop een product tijdens een activiteit wordt gebruikt en waarvan de exploitant kan bewijzen dat die op grond van de stand van de wetenschappelijke en technologische kennis op het tijdstip dat zij plaatsvonden, niet als schadelijk werden beschouwd.

In de gevallen bedoeld in dit artikel verloopt de vrijstellingsprocedure als volgt :

1° de exploitant richt aan de bevoegde instantie een gemotiveerd vrijstellingsverzoek, samen met elk door hem nuttig geacht verantwoordingsdocument;

2° op straffe van onontvankelijkheid van zijn verzoek geeft de exploitant tegelijkertijd kennis daarvan aan de in artikel D.120 en in artikel D.131 van dit deel bedoelde personen die een verzoek tot het nemen van maatregelen bij de bevoegde instantie hebben ingediend; deze personen kunnen hun opmerkingen laten gelden;

3° als het vrijstellingsverzoek onvolledig is, richt de bevoegde instantie binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een lijst van de ontbrekende verantwoordingsdocumenten bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager en vermeldt ze dat de procedure hervat wordt zodra ze in ontvangst genomen worden;

4° als de aanvraag tot terugbetaling volledig of behoorlijk ingevuld is, geeft de bevoegde instantie de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven kennis van de volledigheid van het dossier binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag of van de opgeëiste verantwoordingsdocumenten;

5° de bevoegde instantie neemt een met redenen omklede beslissing waarin zij de redenen opgeeft waarom zij van mening is dat de vrijstellingsvoorwaarden al dan niet vervuld zijn;

6° de bevoegde instantie geeft kennis van haar beslissing aan de exploitant en, in voorkomend geval, aan de personen bedoeld in 2° binnen negentig dagen te rekenen van de kennisgeving van de volledigheid van de aanvraag bedoeld in 4°. Bij gebreke daarvan kan de exploitant een ingebrekestelling om te beslissen verzenden; indien de bevoegde instantie niet kennis geeft van haar beslissing m.b.t. het vrijstellingsverzoek binnen dertig dagen na ontvangst van de ingebrekestelling, wordt het verzoek geacht verworpen te zijn;

7° de kennisgeving van de beslissing vermeldt de mogelijke beroepsmiddelen alsook de termijnen waarbinnen deze beroepen moeten ingediend worden.

*Artikel D.129.* - Elke exploitant die acht dat zijn verzoek om terugbetaling in de zin van artikel D.126 of om vrijstelling in de zin van artikel D.128 genegeerd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) verworpen werd of dat ze onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig deze titel behandeld werd, kan bij de Waalse Regering beroep instellen.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt dit beroep naar de milieudministratie gestuurd binnen tien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van de bevoegde instantie of, bij gebrek aan die beslissing, binnen tien dagen na afloop van de in de artikelen D.127 en D.128 bedoelde termijn.

De milieudministratie stelt een verslag op dat ze binnen een termijn van vijftig dagen naar de Regering stuurt. De termijn gaat in op de eerste dag na ontvangst van het beroep. De milieudministratie verwittigt de exploitant schriftelijk de dag waarop zij het rapport overmaakt.

De Regering stuurt haar beslissing naar de exploitant zodra het mogelijk is en, uiterlijk, binnen negentig dagen. De termijn gaat in op de eerste dag na ontvangst van het beroep. De beslissing van de Regering vermeldt de beroepsmodaliteiten.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het vorige lid :

1° wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd;

2° wordt de beslissing geacht te zijn genomen op grond van de conclusies die in het rapport vastliggen indien de beslissing bedoeld in artikel D.127 of in artikel D.128 niet verstuurd wordt, als het rapport overeenkomstig het derde lid is verstuurd. Het rapport wordt door de milieudministratie naar de exploitant gestuurd.

*Artikel D.130.* - De bevoegde instantie is gerechtigd tegen de exploitant of, indien van toepassing, een derde die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt, de procedure in te leiden voor het verhalen van de kosten met betrekking tot alle uit hoofde van deze richtlijn genomen maatregelen voordat een periode van vijf jaar verstreken is, te rekenen vanaf de datum waarop de maatregelen geheel zijn voltooid of de datum waarop de aansprakelijke exploitant of derde is geïdentificeerd, indien die datum later is.

#### **Titel IX. — Verzoeken om maatregelen**

*Artikel D.131.* - Natuurlijke of rechtspersonen die :

1° milieuschade lijden of dreigen te lijden dan wel;

2° of een voldoende belang hebben bij de besluitvorming inzake de schade;

kunnen bij de bevoegde instantie opmerkingen indienen betreffende gevallen van milieuschade waarvan zij kennis hebben en kunnen de bevoegde instantie verzoeken maatregelen te treffen krachtens dit deel.

De verenigingen die milieubescherming bevorderen worden geacht voldoende belang te hebben in de zin van het eerste lid, 1° van dit artikel voor zover zij over de rechtspersoonlijkheid beschikken en dat zij de milieubescherming in hun maatschappelijk doel hebben opgenomen. Deze verenigingen bewijzen via hun activiteitenverslag of via elk ander stuk dat hun werkelijke activiteit in overeenstemming is met hun statutair doel.

*Artikel D.132.* - Het verzoek om maatregelen gaat vergezeld van de relevante informatie en gegevens ter ondersteuning van de opmerkingen die met betrekking tot de milieuschade in kwestie worden voorgelegd.

Indien een verzoek om maatregelen te algemeen of te vaag geformuleerd is, verzoekt de bevoegde instantie de aanvrager zo spoedig mogelijk, uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel D.134, § 1, tweede lid, 1°, zijn aanvraag te preciseren en helpt zij hem daarbij op gepaste wijze.

In geval van milieuschade aan de bodem is het verzoek om maatregelen bedoeld in artikel D.131 alleen van toepassing op de verontreiniging die een aanmerkelijk risico inhoudt voor negatieve effecten op de menselijke gezondheid.

*Artikel D.133.* - Wanneer het verzoek om maatregelen en de bijbehorende opmerkingen en gegevens aannemelijk maken dat er milieuschade is, neemt de bevoegde instantie deze opmerkingen en dit verzoek om maatregelen in overweging. In dat geval biedt de bevoegde instantie de betrokken exploitant de gelegenheid zijn standpunt met betrekking tot het verzoek om maatregelen en de bijbehorende opmerkingen kenbaar te maken.

*Artikel D.134.* - § 1. De bevoegde instantie bericht ontvangst van het verzoek om maatregelen binnen tien werkdagen na ontvangst ervan.

De bevoegde instantie stelt de in artikel D.131 van dit deel bedoelde personen die opmerkingen bij haar hebben ingediend in kennis van haar beslissing inzake het al dan niet nemen van maatregelen en motiveert die beslissing :

1° zodra het mogelijk is, uiterlijk binnen een maand na ontvangst van het verzoek;

2° of binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek indien de aangeklaagde situatie zo omvangrijk en complex is dat de onder 1° bedoelde termijn van één maand niet haalbaar is; in dat geval geeft de overheidsinstantie zo spoedig mogelijk kennis van elke termijnverlenging en van de redenen daarvoor, hoe dan ook voordat de termijn van één maand bedoeld in 1° afloopt.

De kennisgeving van de met redenen omklede beslissing van de bevoegde instantie vermeldt de mogelijke beroepsmiddelen alsook de modaliteiten om deze beroepen in te stellen.

§ 2. Elke aanvrager die acht dat zijn verzoek om maatregelen genegeerd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) verworpen werd of onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig deze titel behandeld werd, kan bij de Waalse Regering een beroep instellen.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt dit beroep ingediend binnen tien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van de bevoegde instantie of, bij gebrek aan die beslissing, binnen tien dagen na afloop van de in de artikelen D.127 en D.128 bedoelde termijn.

De Waalse Regering doet uitspraak na het advies te hebben ingewonnen van de milieuadministratie en van elke persoon of instantie van wie zij het advies nuttig acht. Ze spreekt zich uit zodra het mogelijk is, uiterlijk binnen negentig dagen na ontvangst van het beroep.

De beslissing van de Waalse Regering wordt aan de aanvrager betekend met vermelding van de mogelijke beroepsmiddelen alsook de termijnen waarbinnen deze beroepen moeten ingediend worden.

#### Titel X. — Internationale en interregionale samenwerking

*Artikel D.135.* - Wanneer milieuschade gevolgen heeft of dreigt te hebben voor meerdere lidstaten of regio's, waaronder het Waalse Gewest, werken de bevoegde instantie en, in voorkomend geval, de Waalse Regering samen met de andere lidstaten, onder andere door een geschikte uitwisseling van informatie, opdat preventieve maatregelen en zo nodig herstelmaatregelen met betrekking tot die milieuschade kunnen worden genomen.

*Artikel D.136.* - In geval van milieuschade onder de omstandigheden bedoeld in het vorige artikel verstrekt de bevoegde instantie of, in voorkomend geval, de Waalse Regering voldoende informatie aan de mogelijkerwijs getroffen regio' of lidstaten van de Europese unie.

In voorkomend geval verstrekt de bevoegde instantie voldoende informatie over de milieuschade aan de Waalse Regering.

*Artikel D.137.* - Wanneer de bevoegde instantie en, in voorkomend geval, de Waalse Regering binnen hun grenzen schade vaststellen die niet binnen hun grondgebied veroorzaakt is, kunnen zij dit aan de betrokken Staat of Regio melden; zij kunnen aanbevelingen doen inzake het nemen van preventieve of herstelmaatregelen en kunnen om terugbetaling verzoeken van hun kosten voor het nemen van preventieve of herstelmaatregelen.

**Art. 3.** Een bijlage I wordt bij het decreetgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek gevoegd, luidend als volgt :

"Bijlage I : activiteiten bedoeld in artikel D.95

1. De exploitatie van de volgende installaties die aan een milieuvergunning onderworpen zijn overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning :

##### 1. Energie-industrie

1.1. Verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen hoger dan 50 MW.

1.2. Aardolie- en gasraffinaderijen.

1.3. Cokesfabrieken;

1.4. Installaties voor het vergassen en vloeibaar maken van steenkool.

##### 2. Productie en verwerking van metalen

2.1. installaties voor het roosten of sinteren van metaalhoudend mineraal, met inbegrip van zwavelhoudend erts.

2.2. Installaties voor de productie van gietijzer of staal (primaire of secundaire smelting), met inbegrip van uitrustingen voor continu gieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur.

2.3. Installaties voor verwerking van ferrometalen door :

a. warmwalsen met een capaciteit van meer dan 20 ton ruwstaal per uur;

b. smeden met hamers met een slagarbeid van meer dan 50 kilojoule per hamer, wanneer een thermisch vermogen van meer dan 20 MW wordt gebruikt;

c. het aanbrengen van deklagen van gesmolten metaal, met een verwerkingscapaciteit van meer dan 2 ton ruwstaal per uur.

2.4. Smelterijen van ferrometalen met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

2.5. Installaties :

a. voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procédés;

b. voor het smelten van non-ferrometalen, met inbegrip van legeringen, inclusief terugwinningproducten (affineren, vormgieten) met een smeltcapaciteit van meer dan 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen.

2.6. Installaties voor oppervlaktebehandeling van metalen en kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procédé, wanneer de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden meer dan 30 m<sup>3</sup> bedraagt.

##### 3. Minerale industrie

3.1. installaties voor de productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag, of van kalk in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag, of in andere soorten ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag.

3.2. Installaties voor de winning van asbest en de fabricage van asbestproducten.

3.3. Installaties voor de fabricage van glas, met inbegrip van installaties voor de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

3.4. Installaties voor het smelten van minerale stoffen, met inbegrip van installaties voor de fabricage van mineraalvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

3.5. Installaties voor het fabriceren van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag, en/of een ovencapaciteit van meer dan 4 m<sup>3</sup> en met een plaatsingsdichtheid per oven van meer dan 300 kg/m<sup>3</sup>.

#### 4. Chemische industrie

Onder productie in de zin van de categorieën activiteiten bedoeld in deze rubriek wordt verstaan de productie op industriële schaal door chemische omzetting van stoffen of groepen van stoffen bedoeld in de punten 4.1. tot 4.6.

4.1. Chemische installaties voor de fabricage van organisch-chemische basisproducten, zoals :

- a. eenvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische);
- b. zuurstofhoudende koolwaterstoffen, zoals alcoholen, aldehyden, ketonen, carbonzuren, esters, acetaten, ethers, peroxyden, epoxyharsen;
- c. zwavelhoudende koolwaterstoffen;
- d. stikstofhoudende koolwaterstoffen, zoals aminen, amiden, nitroso-, nitroen, nitraatverbindingen, nitrillen, cyanaten, isocyanaten;
- e. fosforhoudende koolwaterstoffen;
- f. halogeenhoudende koolwaterstoffen;
- g. organometaalverbindingen;
- h. kunststof-basisproducten (polymeren, kunstvezels, cellulosevezels);
- i. synthetische rubber;
- j. kleurstoffen en pigmenten;
- k. tensioactieve stoffen en tensiden.

4.2. Chemische installaties voor de fabricage van anorganisch-chemische basisproducten, zoals :

- a. gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofdioxide, waterstof, zwaveldioxide, carbonyldichloride;
- b. zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwaveligzuur,
- c. basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide;
- d. zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat;
- e. niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen, zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide.

4.3. Chemische installaties voor de fabricage van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen).

4.4. Chemische installaties voor de fabricage van basisproducten voor gewasbescherming en van biociden.

4.5. Installaties voor de fabricage van farmaceutische basisproducten die een chemisch of biologisch procédé gebruiken.

4.6. Chemische installaties voor de fabricage van explosieven.

#### 5. Afvalbeheer

Onverminderd punt 2 hieronder :

- 5.1. Installaties voor de wegwerking of de valorisatie van gevaarlijke afvalstoffen.
- 5.2. Installaties voor de verbranding van huishoudelijk afval met een capaciteit van meer dan 3 ton per uur.
- 5.3. Installaties voor de wegwerking van ongevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 50 ton per dag.
- 5.4. Stortplaatsen die meer dan 10 ton per dag ontvangen of een totale capaciteit van meer dan 25 000 ton hebben, met uitzondering van de stortplaatsen voor inerte afvalstoffen.

#### 6. Overige activiteiten

6.1. Industriële installaties voor de fabricage van :

- a. papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;
  - b. papier en karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.
- 6.2. Installaties voor de voorbehandeling (wassen, bleken, merceriseren) of het verven van vezels of textiel met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag.
- 6.3. Installaties voor het looien van huiden met een verwerkingscapaciteit van meer dan 12 ton eindproducten per dag.
- 6.4. a. Abattoirs met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag geslachte dieren.  
b. Bewerking en verwerking voor de fabricage van levensmiddelen op basis van :  
- dierlijke grondstoffen (andere dan melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag eindproducten;  
- plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 ton per dag eindproducten (gemiddelde waarde op driemaandelijke basis).
- c. Bewerking en verwerking van melk, met een hoeveelheid ontvangen melk van meer dan 200 ton per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis).
- 6.5. Installaties voor de destructie of de nuttige toepassing van kadavers en dierlijk afval met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag.
- 6.6. Installaties voor intensieve pluimvee- of varkenshouderij met meer dan :  
a. 40 000 plaatsen voor pluimvee;  
b. 2 000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg);  
c. of 750 plaatsen voor zeugen.
- 6.7. Installaties voor de oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten, waarin organische oplosmiddelen worden gebruikt, in het bijzonder voor het appreteren, bedrukken, het aanbrengen van een laag, het ontvetten, het vochtdicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren, met een verbruikcapaciteit van meer dan 150 kg oplosmiddel per uur, of meer dan 200 ton per jaar.
- 6.8. Installaties voor de fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering.

Deze bijlage is niet van toepassing op installaties of gedeelten van installaties die gebruikt worden voor het uitzoeken, ontwikkelen en uitproberen van nieuwe producten en processen.

2. Alle afvalbeheeractiviteiten, zoals de inzameling, het vervoer, de nuttige toepassing en de verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het toezicht op dergelijke activiteiten en de nazorg op de verwijderingslocaties, die onderworpen zijn aan een milieuvergunning, een vergunnings- of registratieplicht. Deze activiteiten omvatten onder meer de exploitatie van centra voor technische ingraving en de exploitatie van verbrandingsinstallaties.

3. Lozingen op landoppervlaktewateren die aan een milieuvergunning zijn onderworpen.

4. Lozingen of injectie van verontreinigende of gevaarlijke stoffen op of in oppervlaktewateren of het grondwater die aan een milieuvergunning zijn onderworpen.

5. Alle wateronttrekking en -opstuwung die aan een milieuvergunning onderworpen zijn.

6. De fabricage, het gebruik, de opslag, de verwerking, de storting, de emissie in het milieu en het vervoer op het terrein van de onderneming, van :

a. gevaarlijke stoffen in de zin van de reglementering inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen;

b. gevaarlijke preparaten in de zin van de reglementering inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten;

c. gewasbeschermingsmiddelen als gedefinieerd in de reglementering betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen;

d. biociden als gedefinieerd in de reglementering betreffende het op de markt brengen van biociden.

7. Het vervoer over de weg, per spoor, over de binnenwateren, over zee of in de lucht van gevaarlijke of verontreinigende goederen in de zin van de reglementering inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor, of de minimumeisen voor schepen die gevaarlijke of verontreinigende goederen vervoeren en die naar of uit de zeehavens van de Gemeenschap varen.

8. De exploitatie van installaties die overeenkomstig de reglementering betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging aan een vergunningsplicht zijn onderworpen, meer bepaald met betrekking tot de uitstoot in de lucht van onder de bovengenoemde richtlijn vallende verontreinigende stoffen.

9. Het ingeperkt gebruik, met inbegrip van vervoer, van genetisch gemodificeerde micro-organismen in de zin van de reglementering inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde micro-organismen.

10. Elke grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Unie waarvoor een vergunning is vereist dan wel een verbod geldt in de zin van de reglementering betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap.

11. Het beheer van mijnbouwafval overeenkomstig Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën. »

**Art. 4.** In artikel 1bis, 5°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden de woorden "waar het verdrag van toepassing is op het grondgebied van het Waalse Gewest of op het natuurlijke verspreidingsgebied van die habitat" toegevoegd na de woorden "op het Europese grondgebied van de Lidstaten van de Europese Gemeenschappen".

**Art. 5.** In artikel 1bis, 9°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden de woorden "waarop het verdrag van toepassing is, hetzij op het grondgebied van het Waalse Gewest, hetzij op het natuurlijke verspreidingsgebied van die habitat" toegevoegd na de woorden "Lidstaten van de Europese Gemeenschappen".

**Art. 6.** Dit decreet is van toepassing op de uitvoering van de activiteit bedoeld in punt 11 van bijlage I bij het decreetgevende deel van Boek I van het Milieuwetboek op de datum bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustung,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement, 646 (2007-2008). Nrs 1, 1bis en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 21 november 2007*

Bespreking - Stemmingen.